

ARTICLE 7 : FIN DE LA CONVENTION DE FORMATION

La convention de formation prend fin de plein droit à son terme tel qu'il est fixé en son art. 4.

Avant ce terme, la convention de formation prend fin de plein droit en cas de cessation ou de cession de l'entreprise du formateur ou du candidat-chauffeur.

Chaque partie, à charge toutefois de s'en ouvrir au préalable à l'autre, peut mettre fin à la présente convention moyennant congé notifié par écrit et l'octroi d'un préavis de jours/mois.

La convention de formation sera également résiliée sans préavis, ni indemnité en cas de force majeure rendant définitivement impossible la poursuite de son exécution.

Elle pourra enfin être résiliée de commun accord des parties et pourra être résolue à raison d'un manquement grave de l'autre partie à ses obligations ou aux devoirs de la profession, étant entendu qu'en règle, le défaut de qualité du travail du candidat-chauffeur ne constitue pas un tel manquement grave.

Au plus tard le dernier jour de la convention, le formateur remet au candidat-chauffeur l'attestation de formation telle que prévue par l'article 17, § 5 de l'arrêté du 29 mars 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur et selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 18 juillet 2014 relatif à ladite attestation.

ARTICLE 8 : LITIGES

A défaut de conciliation entre elles, les parties feront trancher tout différend de nature civile entre elles par la voie de l'arbitrage.

Fait à Bruxelles, le en 3 exemplaires originaux, dont un à déposer auprès de la Direction des Taxis, rue du Progrès, 80, bte 1 à 1035 BRUXELLES, au moment de la délivrance du certificat de capacité provisoire et les autres étant remis aux parties, chacune d'entre elles reconnaissant avoir reçu le sien.

Le formateur

Le candidat-chauffeur

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2014/31913]

24 AVRIL 2014. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu entre la Communauté française et la Région wallonne et la Commission communautaire française, relatif à la mise en œuvre des bassins de vie Enseignement qualifiant – Formation – Emploi, fait à Bruxelles le 20 mars 2014

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit :

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission Communautaire française relatif à la mise en œuvre des bassins de vie Enseignement qualifiant – Formation – Emploi.

Art. 2. Cet accord de coopération est annexé au présent décret.

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur.

Annexe

ACCORD DE COOPERATION entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant – Formation – Emploi

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993.

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française.

Considérant que la Commission européenne, dans le cadre de la stratégie Europe 2020, insiste sur l'importance d'améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation et de mieux préparer les jeunes au marché de l'emploi.

Considérant les engagements de la Région wallonne inscrits dans la Déclaration de politique régionale 2009/2014 et le Plan Marshal II. Vert de développer les bassins de vie afin d'encourager les synergies au niveau local et la concertation entre les représentants de l'enseignement qualifiant, de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement supérieur non universitaire organisant des baccalauréats professionnalisant, ainsi que les opérateurs de formation, les fonds sectoriels des entreprises, le service public pour l'emploi et les partenaires sociaux et ce en vue notamment d'harmoniser l'offre de formation et de construire de véritables filières au regard des besoins socio-économiques identifiés.

Considérant les engagements de la Région wallonne inscrits dans la Déclaration de politique régionale 2009-2014 de créer des « pôles de formation », lesquels rassembleront, notamment, les représentants de l'enseignement qualifiant, de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement supérieur organisant des baccalauréats « professionnalisants », ainsi que les opérateurs de formation, les fonds sectoriels des entreprises et les partenaires sociaux intersectoriels.

Considérant les objectifs du décret du 24 juillet 1997 de la Communauté française définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre qui, en son article 6, insiste sur la nécessité pour le système éducatif d'assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale en, notamment, les rendant réellement aptes à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle.

Considérant les objectifs du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale qui, en son article 7, insiste sur l'importance de répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels.

Considérant les engagements de la Communauté française inscrits dans la Déclaration de politique communautaire 2009-2014 de soutenir une dynamique de co-responsabilisation des acteurs à l'échelle de bassins de vie et de veiller à ce que ces bassins agissent d'abord en tant que lieu d'optimisation de l'offre de formation qualifiante.

Considérant les engagements de la Commission communautaire française inscrits dans ses accords de majorité 2009-2014 de renforcer les articulations et les synergies en matière de formation, d'enseignement et d'emploi et mettre en place une coordination optimale de l'offre de formation au sein du bassin de vie bruxellois entre les nombreux opérateurs.

Considérant dès lors qu'il apparaît opportun de conclure un accord de coopération relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant – Formation – Emploi.

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Rudy Demotte, du Ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt, et de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale, Marie-Martine Schyns,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Rudy Demotte, et du Ministre de l'Emploi et la Formation professionnelle, André Antoine,

Et,

La Commission communautaire française, représentée par son Collège, en la personne de son Ministre-Président, Christos Doukeridis, de la Ministre de la Formation des classes moyennes, Céline Fremault, et du Ministre de la Formation professionnelle, Rachid Madrane,

Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}

Disposition générale

Article 1^{er}

Pour l'application du présent accord de coopération, il faut entendre par :

1. ACTIRIS : l'Office régional bruxellois de l'Emploi régis par l'ordonnance du 18 janvier 2001;
2. ARES : l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, telle que définie par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
3. Bruxelles Formation : l'Institut bruxellois francophone de formation professionnelle, créé par le décret du 17 mars 1994;
4. CBCES élargi : le Comité Bruxellois de Concertation Economique et Social élargi aux pouvoirs communautaires mis en place par le Gouvernement conjoint interfrancophone du 20 juin 2013;
5. CCFEE : la Commission consultative formation emploi enseignement, instituée par le décret du 17 mars 1994 portant création de Bruxelles Formation;
6. CEFA : Centres d'éducation et de formation en alternance tels que définis par le Décret du 3 juillet 1991;
7. Centres de compétence : les Centres de compétence labélisés, tels que définis à l'article 1^{er}bis, 7^o, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi;
8. Centres de référence professionnelle : les Centres de référence, créés par le protocole d'accord-cadre approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 6 juillet 2006 visant la création de Centres de référence professionnelle;
9. CESRBC : le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, créé par l'ordonnance du 8 septembre 1994 portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale;
10. CESW : le Conseil économique et social de Wallonie, créé par le décret du 25 mai 1983;
11. Commission de pilotage du système éducatif : la Commission de pilotage du système éducatif, créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française;
12. Commissions sous-régionales : les Commissions sous-régionales visées à l'article 123bis du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;
13. Comités de concertation : les Comités de concertation, tels que définis à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice;
14. Conseils de zone : les Conseils de zone, tels que définis à l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice;
15. Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire : le Conseil général, créé par l'article 1^{er} du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire;
16. Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé : le Conseil général, créé par l'article 168 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;
17. Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale : le Conseil supérieur, créé par l'article 78 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;
18. Consortium validation des compétences : le Consortium créé par l'accord de coopération du 24 juillet 2003 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue;
19. CPMS : les Centres psycho-médico-sociaux, tels que définis par la loi du 1^{er} avril 1960;
20. CSEF : les Comités subrégionaux de l'emploi et de la formation tels que définis aux articles 37 à 44 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, tel que modifié par le décret du 10 mai 2012;
21. CTA : les Centres de technologies avancées, tels que définis par le décret du 26 avril 2007 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant;

22. EFT/OISP : les Entreprises de formation par le travail et les organismes d'insertion socioprofessionnelle, tels que définis par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail et par le décret 27 avril 1995 relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle à Bruxelles;
23. Enseignement qualifiant : l'enseignement secondaire ordinaire technique et professionnel de plein exercice et en alternance, l'enseignement secondaire spécialisé de formes 3 et 4 de plein exercice et en alternance, l'enseignement de promotion sociale;
24. FEBISP : la Fédération bruxelloise des organismes d'insertion socioprofessionnelle;
25. FOREm : l'Office wallon de la formation et de l'emploi, créé par le décret du 6 mai 1999;
26. Filières professionnelles : regroupement de métiers ayant des points communs ou des techniques communes;
27. IBSA : l'Institut bruxellois de statistiques et d'analyse – Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;
28. IFAPME : l'Institut wallon de formation en alternance et des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises créé par le décret du 17 juillet 2003;
29. IPIEQ : les Instances de pilotage interrégionales de l'enseignement qualifiant telles que définies par le décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances sous-régionales de pilotage et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficace de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial;
30. IWEPS : l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, créé par le décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique;
31. Métiers : ensemble cohérent d'activités professionnelles réalisées par une personne dans le cadre d'un processus productif;
32. MIRE : les missions régionales pour l'emploi agréées conformément aux dispositions du Décret du 11 mars 2004;
33. Observatoire de l'enseignement supérieur : l'Observatoire de l'enseignement supérieur, créé par le décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur;
34. Pôle académique : association d'établissements d'enseignement supérieur au sens du décret du 7 novembre 2013 définissant l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
35. SFMQ : le Service francophone des métiers et qualifications, créé par l'accord de coopération du 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;
36. SFPME/EFPME : le Service de formation PME, créé par le décret du 17 juillet 2003 de la Commission communautaire française relatif à la création d'un service à gestion séparée chargé de la gestion et de la promotion de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à Bruxelles et l'ASBL Espace formation PME;
37. Thématique commune : ensemble d'orientations visant à favoriser le développement de l'offre d'enseignement et de formation autour d'un ou de plusieurs métiers ou filières professionnelles identifiés sur un bassin en raison de critères liés aux besoins d'emploi et à l'offre d'enseignement et de formation existante;
38. Zones d'enseignement de promotion sociale : les zones, telles que définies à l'article 123bis du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;
39. Zones d'enseignement secondaire : les zones, telles que définies à l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

CHAPITRE II

Définition et délimitation des bassins Enseignement qualifiant – Formation – Emploi

Article 2

Un Bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi (EFE) est une zone délimitée géographiquement sur le territoire de la région de langue française ou correspondant à celui de la région bilingue de Bruxelles-Capitale en vue de favoriser la mise en cohérence des offres ainsi que le développement des politiques croisées en matière de formation professionnelle, d'enseignement qualifiant, d'emploi et d'insertion et d'assurer les synergies entre les interlocuteurs sociaux et les acteurs locaux de l'enseignement qualifiant, de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'insertion.

Article 3

Sont créés 10 bassins Enseignement qualifiant – Formation – Emploi (EFE) :

1. Le Bassin EFE de Bruxelles est composé des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale : Anderlecht, Auderghem, Berchem-Sainte-Agathe, Bruxelles, Etterbeek, Evere, Forest, Ganshoren, Ixelles, Jette, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre.
2. Le Bassin EFE du Brabant wallon est composé des communes suivantes : Beauvechain, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Court-Saint-Etienne, Chastre, Chaumont-Gistoux, Genappe, Grez-Doiceau, Hélicine, Incourt, Ittre, Jodoigne, La Hulpe, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nivelles, Orp-Jauche, Ottignies - Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubize, Walhain, Waterloo, Wavre, Villers-la Ville.
3. Le Bassin EFE de Wallonie picarde est composé des communes suivantes : Antoing, Ath, Beloeil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Comines-Warneton, Ellezelles, Enghien, Estaimpuis, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron, Pecq, Peruwelz, Rumes, Silly, Tournai.
4. Le Bassin EFE de Hainaut Centre est composé des communes suivantes : Binche, Boussu, Braine-le-Comte, Chapelle lez Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Mons, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, Soignies.

5. Le Bassin EFE de Hainaut Sud est composé des communes suivantes :
Aiseau-Presles, Anderlues, Beaumont, Cerfontaine, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, Couvin, Erque-
linnes, Farcennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Froidchapelle, Gerpinnes, Ham-sur-Heure, Les-Bons-Villers,
Lobbès, Merbes-Le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Philippeville, Pont-à-Celles, Sivry-Rance,
Thuin, Viroinval, Walcourt.
6. Le Bassin EFE de Namur est composé des communes suivantes :
Andenne, Anhée, Assesse, Beauraing Bièvre, Ciney, Dinant, Doische, Éghezée, Fernelmont, Floreffe,
Florennes, Fosses-la-Ville, Gedinne, Gembloux, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Jemeppe-sur-
Sambre, La Bruyère, Mettet, Namur, Ohey, Onhaye, Profondeville, Rochefort, Sambreville, Sombreffe,
Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.
7. Le Bassin EFE du Luxembourg est composé des communes suivantes :
Arlon, Attert, Aubange, Bastogne, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Etalle,
Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La-Roche-en-Ardenne, Légglise, Libin,
Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Messancy, Meix-devant-Virton, Musson,
Nassogne, Neuchâteau, Paliseul, Rendeux, Rouvroy, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Saint-Hubert,
Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.
8. Le Bassin EFE de Liège est composé des communes suivantes :
Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux,
Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Souma-
gne, Sprimont, Trooz, Visé.
9. Le Bassin EFE de Huy – Waremme est composé des communes suivantes :
Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimés, Ferrières, Fexhe-le-
Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Huy, Lincet, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet,
Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Waremme, Wasseiges.
10. Le Bassin EFE de Verviers est composé des communes suivantes :
Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa,
Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

Ce découpage géographique s'applique uniquement pour les missions liées aux politiques croisées et à la cohérence de l'offre en matière de formation professionnelle, d'enseignement qualifiant, d'emploi et d'insertion telles que définies dans le cadre du présent accord de coopération.

Article 4

Les zones d'enseignement secondaire et les zones d'enseignement de promotion sociale adoptent le découpage géographique défini à l'article 3.

Les territoires des Directions régionales du FOREm adoptent un découpage géographique en cohérence avec le découpage géographique défini à l'article 3.

Article 5

§ 1^{er}. – En Région wallonne, le CSEF présent dans chaque zone définie à l'article 3 devient l'Instance bassin compétente pour le bassin EFE y implanté.

§ 2. – En Région bruxelloise, la CCFEE devient l'Instance bassin compétente pour le bassin EFE bruxellois.

CHAPITRE III

Composition et fonctionnement des instances bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi

Article 6

§ 1^{er}. Chaque Instance bassin est composée de :

- 1° son Président;
- 2° huit représentants des interlocuteurs sociaux francophones, dont quatre représentants des organisations représentatives des travailleurs et quatre représentants des organisations représentatives des employeurs;
- 3° huit représentants de la formation et de l'emploi, à savoir : quatre représentants du FOREm dans les Instances bassin situées en Wallonie et deux représentants de Bruxelles Formation et deux représentants d'Actiris dans l'Instance bassin bruxelloise, deux représentants de l'IFAPME dans les Instances bassin situées en Wallonie et deux représentants du SFPME/EFPME dans l'Instance bassin bruxelloise et deux représentants de l'interfédération des EFT et OISP dans les Instances bassin situées en Wallonie et deux représentants de la FEBISP dans l'Instance bassin bruxelloise;
- 4° huit représentants de l'enseignement, à savoir : quatre représentants de l'enseignement technique et professionnel (dont le Président et le Premier Vice-président de l'APIEQ locale, représentant les établissements de l'enseignement secondaire ordinaire technique et professionnel situés sur le bassin EFE concerné), deux représentants des établissements d'enseignement de promotion sociale situés sur le bassin EFE concerné, sur proposition du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale et deux représentants de l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique.

Les Gouvernements et Collège nomment les membres effectifs et suppléants visés à l'alinéa 1^{er}, 2° à 4°, sur proposition des organismes qu'ils représentent, à l'exception des deux représentants d'Actiris visés au § 1^{er}, 3°, qui sont invités à siéger au sein de l'Instance bassin bruxelloise. Les membres effectifs et suppléants sont nommés (ou invités) pour une durée de trois ans renouvelable. Toutefois, pour la Région wallonne, les membres effectifs et suppléants visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, sont ceux désignés par le Gouvernement au sein de la chambre « emploi et formation », telle que prévue au paragraphe 2.

Il revient aux interlocuteurs sociaux francophones visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, de chaque Instance bassin de soumettre à l'accord de l'ensemble des membres visés à l'alinéa précédent un ou plusieurs candidats à la fonction de Président de l'Instance bassin.

Dès accord des membres sur un candidat à la fonction de Président, ce dernier est proposé aux Gouvernements et Collège pour nomination.

Le Président est nommé pour une durée de trois ans, renouvelable.

Chaque Instance bassin désigne, parmi ses membres, trois Vice-présidents représentant chacune des trois catégories visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o à 4^o. Ils sont élus pour une durée de trois ans, renouvelable. Pour le bassin EFE de Bruxelles, le Vice-président représentant la catégorie visée à l'alinéa 1^{er}, 3^o, est désigné parmi les représentants de Bruxelles Formation.

Le membre suppléant siège en l'absence du membre effectif.

Sont également invités à participer aux travaux avec voix consultative :

1. un représentant par caractère des établissements d'enseignement spécialisé situés sur le bassin EFE concerné, sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé;
2. un représentant par caractère des Centres PMS situés sur le bassin EFE concerné, sur proposition du Conseil supérieur des Centres PMS;
3. un représentant de l'AWIPH dans les Instances bassin situées en Wallonie et un représentant de PHARE dans l'Instance bassin bruxelloise;
4. un représentant de l'Action sociale sur proposition de la Fédération des CPAS de l'Union des villes et communes de Wallonie dans les Instances bassin situées en Wallonie et de l'Association de la Ville et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale dans l'Instance bassin bruxelloise;
5. un représentant du secteur de l'Alphabétisation;
6. un représentant des MIRE dans les Instances bassin situées en Wallonie.

Un représentant de l'IWEPS dans les Instances bassin situées en Wallonie et un représentant de l'IBSA dans l'Instance bassin bruxelloise est invité, avec voix consultative, à titre d'expert scientifique et méthodologique.

Chaque Instance bassin peut également inviter à titre d'expert, avec voix consultative, toute personne dont elle estime que les compétences et les connaissances peuvent enrichir ses débats et aider ses prises de décision.

§ 2. En Région wallonne, chaque Instance bassin est composée d'au moins deux chambres :

- 1^o Une chambre « subrégionale de l'emploi et de la formation » composée de huit membres représentant les organisations représentatives des employeurs (dont quatre effectifs et quatre suppléants), de huit membres représentant les organisations représentatives des travailleurs (dont quatre effectifs et quatre suppléants), d'un représentant du FOREm et d'un représentant de l'IFAPME siégeant au sein de l'Instance bassin. Les huit représentants des organisations représentatives des travailleurs et les huit représentants des organisations représentatives des employeurs sont nommés de commun accord par le Gouvernement wallon sur une liste double proposée par ces organisations, chacune pour ce qui la concerne. Les modalités de fonctionnement, notamment en ce qui concerne le quorum de vote, sont fixées dans le règlement d'ordre intérieur, soumis pour approbation au ministre de tutelle.
- 2^o Une chambre « enseignement », correspondant aux IPIEQ qui sont intégrées au dispositif des bassins EFE décrit dans le présent accord de coopération. La composition, les compétences et les modalités de fonctionnement de ces chambres sont celles définies par le décret du 30 avril 2009.

§ 3. Par dérogation au § précédent, le bassin EFE de Hainaut Centre tel que visé à l'article 3, 4^o, est composé en son sein de deux bassins distincts et spécifiques en matière d'emploi et de formation. Chacun de ces deux bassins emploi-formation dispose d'une chambre subrégionale de l'emploi et de la formation qui lui est propre :

- Une chambre compétente pour le bassin emploi-formation du Centre, composé des communes de Binche, Braine-le-Comte, Chapelle lez Herlaimont, Ecaussinnes, Estinnes, La Louvière, Le Roeulx, Manage, Morlanwelz, Seneffe, Soignies.
- Une chambre compétente pour le bassin emploi-formation de Mons, composé des communes de Boussu, Colfontaine, Dour, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, Lens, Mons, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain.

§ 4. En Région bruxelloise, l'Instance bassin est composée d'au moins une chambre à savoir : une chambre « enseignement » qui correspond à l'IPIEQ locale qui est intégrée au dispositif des bassins EFE décrit dans le présent accord de coopération. La composition, les compétences et les modalités de fonctionnement de cette chambre sont celles définies par le Décret du 30 avril 2009.

L'Instance Bassin bruxelloise remplit par ailleurs toutes les missions confiées décrétalement à la CCFEE.

§ 5. Le secrétariat de la chambre « subrégionale de l'emploi et de la formation » et le secrétariat de la chambre « enseignement » travaillent conjointement au niveau de l'Instance bassin.

Article 7

Une Instance bassin se réunit de manière régulière et, au minimum, quatre fois par an.

Elle ne peut valablement prendre des décisions que si au moins cinquante pourcents des membres de chaque catégorie sont présents.

Elle prend ses décisions à la majorité simple, dont au moins cinquante pourcents des voix des membres présents dans chacune des trois catégories visées aux points 2^o à 4^o de l'alinéa 1^{er} de l'article 6.

Si lors d'une réunion le quorum n'est pas atteint, l'Instance bassin se réunit à nouveau sous quinzaine ou procède par voie électronique. Les décisions inscrites à l'ordre du jour de la réunion ainsi reportée peuvent être adoptées valablement quelque soit le nombre de membres présents.

Le Président et les Vice-présidents constituent le Bureau exécutif. Celui-ci est chargé de fixer l'ordre du jour des réunions, de préparer les travaux et de prendre toutes les mesures d'urgence, sous réserve de ratification par l'Instance bassin à sa plus proche séance.

Chaque Instance bassin adopte un règlement d'ordre intérieur dans le mois de sa mise en place sur base d'un document type arrêté par les Gouvernements et Collège.

Article 8

Il est institué une assemblée des Instances bassin EFE chargée de coordonner, selon les modalités et la périodicité qu'elle prévoit, la mise en œuvre des missions des différentes Instances bassin afin d'en assurer la cohérence et de garantir le respect du cadre de leurs missions.

Elle coordonne le fonctionnement des Instances bassin, assure l'échange de bonnes pratiques, la recherche de cohérence et de transversalité dans la mise en œuvre des missions.

Elle veille ainsi notamment à la cohérence des décisions des différentes Instances bassin et à leur impact sur les zones situées à la limite de différents bassins EFE.

Dans ce cadre elle peut, d'initiative ou à la demande d'une Instance bassin, inviter différentes Instances bassin à se concerter et à travailler conjointement afin de favoriser cette cohérence à travers la mise en place d'une zone interbassin de concertation et de coordination réunissant des représentants des Instances bassins concernées.

L'assemblée des Instances bassin peut également interpellier les Gouvernements et Collège sur toute question relative au fonctionnement et aux missions de ces Instances.

Cette assemblée est composée :

- de quatre représentants des interlocuteurs sociaux, dont deux représentants des interlocuteurs sociaux francophones bruxellois et deux représentants des interlocuteurs sociaux wallons, désignés par les Gouvernements et Collège sur proposition du CESRBC et du CESW;
- de chaque Président des Instances bassin ou de son délégué;
- d'un représentant de chaque ministre en charge de l'enseignement secondaire, de l'enseignement de promotion sociale, de la formation professionnelle, de la formation des classes moyennes et de l'emploi, signataire du présent accord de coopération.

Elle peut également inviter à titre d'expert, avec voix consultative, toute personne dont elle estime que les compétences et les connaissances peuvent enrichir ses débats et aider ses prises de décision.

La présidence de l'assemblée est assurée alternativement par un représentant des partenaires sociaux wallons et par un représentant des partenaires sociaux bruxellois.

Dans la mesure des possibilités, elle se réunit en alternance au CESW et au CESRBC.

Les modalités de fonctionnement de cette assemblée, notamment en ce qui concerne le quorum de vote, sont fixées dans un règlement d'ordre intérieur qu'elle adopte dans le mois de sa mise en place.

CHAPITRE IV

Rôles et missions des instances bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi

Article 9

Les instances bassin assurent le rôle d'interface et la concertation entre les interlocuteurs sociaux, les acteurs locaux de l'enseignement qualifiant, de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'insertion.

Elles apportent un appui au pilotage de l'enseignement qualifiant et de la formation professionnelle exercé par les institutions dans le respect de leurs prérogatives, en :

- veillant au niveau local à la cohérence de l'offre d'enseignement qualifiant et de formation professionnelle avec les besoins socio-économiques constatés et l'offre d'enseignement et de formation existante sur le bassin EFE;
- favorisant le développement au niveau local des politiques croisées en matière de formation professionnelle, d'enseignement qualifiant, d'emploi et d'insertion mises en œuvre conjointement par la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française.

A ce titre, leurs missions consistent à :

1. permettre un dialogue et une concertation permanente entre les interlocuteurs sociaux, les acteurs locaux de l'enseignement qualifiant, de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'insertion;
2. assurer de manière permanente le recueil, la synthèse, le croisement et la mise en contexte des analyses réalisées par les administrations, les opérateurs d'enseignement, de formation, d'emploi et d'insertions et par les experts scientifiques et méthodologiques, tels que visés à l'article 6, alinéa 7, en termes de besoins d'emploi, d'offre d'enseignement qualifiant et de formation professionnelle existante ainsi que des ressources disponibles sur le bassin EFE;
3. établir, sur base des analyses visées au point 2 et dans le cadre des grandes orientations socioéconomiques de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Région wallonne définies dans leurs plans respectifs, une liste de thématiques communes aux filières professionnelles et métiers et diffuser celle-ci auprès des opérateurs d'enseignement qualifiant, de formation professionnelle, d'emploi et d'insertion;
4. transmettre des informations, rendre des avis, formuler des orientations aux opérateurs d'enseignement qualifiant (en ce compris aux CEFA), de formation professionnelle et d'insertion en matière d'offre d'enseignement qualifiant et de formation professionnelle;
5. développer des pôles de synergies afin de permettre l'émergence de projets communs visant à l'amélioration des dispositifs locaux de formation professionnelle, d'enseignement qualifiant et d'insertion;
6. intégrer et assurer le bon fonctionnement des chambres de l'Instance bassin telles que définies à l'article 6;
7. mettre en œuvre et assurer le bon fonctionnement de toute autre chambre visant à accueillir une nouvelle mission dans le domaine des politiques croisées en matière d'enseignement qualifiant, de formation et d'insertion, confiée aux Instances bassin par les parties signataires.

Article 10

§ 1^{er}. Pour permettre le suivi et l'optimisation de l'offre de formation professionnelle et d'enseignement qualifiant sur le bassin EFE, identifier les besoins et les redondances, chaque Instance bassin assure le recueil, la synthèse, le croisement et la mise en contexte des données relatives aux besoins d'emploi, à l'offre d'enseignement qualifiant et de formation professionnelle existante sur le bassin EFE ainsi qu'aux différents aspects spécifiques liés au développement des projets des pôles de synergies visés à l'article 18 du présent accord de coopération.

Pour ce faire chaque Instance bassin reçoit le soutien, les analyses et les informations nécessaires auprès des administrations, compte-tenu de leur rôle et missions respectives, des opérateurs d'enseignement, de formation, d'emploi et d'insertions visés au § 2 du présent article et des experts scientifiques et méthodologiques tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 7.

Il s'agit ainsi pour chaque Instance bassin de pouvoir s'appuyer sur un cadastre et une cartographie générale et précise de l'offre de formation professionnelle et d'enseignement qualifiant dispensée sur son territoire.

L'objectif est de mettre à disposition des acteurs locaux et, plus particulièrement, des opérateurs de formation professionnelle, d'enseignement qualifiant et d'insertion un socle commun d'informations qui, pour le bassin EFE, présente la situation démographique, les tendances de l'emploi, les chiffres des embauches et les métiers en tension ou en pénurie, les métiers émergents, la tendance du chômage et les besoins en matière d'offre de formation professionnelle et d'enseignement qualifiant et de fréquentation des différentes filières d'enseignement et de formation.

Chaque Instance bassin récolte et analyse les données nécessaires à la mise en place de ce socle commun d'informations dans le courant de sa première année de fonctionnement et veille à maintenir ces données à jour de manière régulière. Elle utilise pour ce faire, chaque fois que c'est possible, les cadastres et cartographies existantes réalisés par les opérateurs de formation et d'enseignement.

§ 2. Pour mettre ce socle commun d'informations à disposition des différents acteurs, chaque Instance bassin transmet, au plus tard au mois de mars de chaque année, un rapport analytique et prospectif rédigé selon des modalités arrêtées par les Gouvernements et Collège :

- 1° aux Gouvernements et Collège;
- 2° au CESW et au CESRBC;
- 3° à la Commission de pilotage du système éducatif;
- 4° à l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique;
- 5° à l'ARES et au pôle académique englobant le bassin EFE concerné;
- 6° au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, au Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, au Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale;
- 7° au FOREm, à Bruxelles Formation et à Actiris;
- 8° à l'IFAPME et au SFPME;
- 9° à l'Interfédération des EFT/OISP et à la FEBISP;
- 10° au Consortium de validation des compétences;
- 11° au Service francophone des métiers et des qualifications;
- 12° aux Comités de concertation et aux Conseils de zone de l'enseignement secondaire compétents sur le bassin EFE concerné;
- 13° à la Commission sous régionale de l'enseignement de promotion sociale compétente sur le bassin EFE concerné.

Chaque Instance bassin tient également ce rapport analytique et prospectif à disposition de l'ensemble des établissements d'enseignement qualifiant, CEFA, centres de formation, opérateurs d'emploi et d'insertion et, plus généralement, de tout acteur intéressé par le développement socio-économique du bassin EFE concerné, via son site internet.

§ 3. Sur la base des rapports analytiques et prospectifs visés au § 2, l'assemblée des Instances bassin visée à l'article 8 peut, notamment, favoriser les collaborations entre Instances bassin. Chaque Instance bassin noue ainsi avec les autres bassins EFE toute relation et collaboration utile à la réalisation de ses missions.

§ 4. Chaque Instance bassin peut être saisie de toute question en matière d'enseignement qualifiant et de formation professionnelle par les acteurs visés au § 2 en vue de donner un avis.

Article 11

§ 1^{er}. Sur la base du cadastre, de la cartographie et des analyses visées à l'article 10, des avis et recommandations éventuelles du CESW et du CESRBC, des orientations stratégiques en matière de synergie économie-emploi-formation-enseignement déterminées par le CBCES élargi et dans le cadre des grandes orientations socio-économiques définies par la Région de Bruxelles-Capitale et par la Région wallonne dans leurs plans respectifs, chaque Instance bassin a pour mission d'établir et d'actualiser de manière régulière une liste de thématiques communes aux filières professionnelles et métiers pour les opérateurs d'enseignement qualifiant, de formation professionnelle et d'insertion sur le bassin EFE concerné.

Cette liste de thématiques commune a pour objet d'orienter et de favoriser l'adaptation de l'offre d'enseignement qualifiant et de formation professionnelle aux besoins socio-économiques du bassin EFE. Elle vise également à favoriser le développement de politiques croisées au niveau local à travers la mise en œuvre des pôles de synergies visés à l'article 18 du présent accord de coopération.

§ 2. Chaque Instance bassin établit sa liste de thématiques communes en identifiant les métiers et filières professionnelles qui la composent sur la base des critères suivants :

- 1° l'inscription dans la liste des métiers identifiés en pénurie ou en tension ou dans les métiers émergents sur le bassin EFE;
- 2° la cohérence avec l'offre globale de formation et d'enseignement qualifiant existante sur le bassin EFE.

Pour établir cette liste, l'Instance bassin tient compte également de l'évolution dans le temps des listes de métiers en pénurie ou en tension et de métiers émergents et de l'offre d'enseignement qualifiant et de formation professionnelle existante. Elle prend aussi en considération les spécificités de l'emploi dans les petites et très petites entreprises et plus généralement l'emploi indépendant. Enfin, elle tient compte de l'évolution démographique sur le bassin EFE concerné.

Lorsque la liste des thématiques communes fait référence à un métier, il est identifié par le profil défini par le SFMQ.

En outre, afin de préciser les besoins à rencontrer, l'Instance bassin définit pour chaque filière professionnelle ou métier identifié dans la liste, ou de manière transversale à ceux-ci, des orientations en termes d'offre d'enseignement qualifiant et de formation, mais aussi notamment d'infrastructures, d'équipements, de places de stage ou d'alternance.

Enfin, l'Instance bassin peut apporter, lorsqu'elle l'estime nécessaire, des précisions sur la localisation géographique des besoins à l'intérieur du bassin EFE afin de prendre en considération les spécificités éventuelles des zones ou territoires qui composent ce bassin.

§ 3. La liste des thématiques communes ainsi définie par chaque Instance bassin et objectivée sur base du cadastre, des analyses et des recommandations visées précédemment, est mise à disposition de l'ensemble des acteurs visés au § 2 de l'article 10.

Article 12

Afin de garantir la cohérence générale du travail réalisé par les différentes Instances bassin et permettre des analyses transversales aux différents bassins EFE, le recueil et l'analyse des données du cadastre et de la cartographie visée à l'article 10 et l'établissement de la liste de thématiques communes visée à l'article 11 par chaque Instance bassin est basée sur une méthodologie commune arrêtée par l'Assemblée des Instances bassin visée à l'article 8.

L'IWEPS apporte un soutien méthodologique à l'Assemblée des Instances bassin et à chaque Instance bassin dans la réalisation de ces missions. Le soutien de l'IWBSA est également sollicité.

Article 13

§ 1^{er}. Afin d'assurer une offre d'enseignement qualifiant et de formation professionnelle qui réponde de manière optimale aux besoins socio-économiques du bassin, les différents opérateurs visés par le présent accord de coopération doivent pouvoir orienter et favoriser l'adaptation de leur offre d'enseignement qualifiant et de formation professionnelle sur base d'une analyse commune de l'offre existante et des besoins.

Les Instances bassin assurent ainsi le rôle d'information et d'orientation visé à l'article 9, 4), dans le cadre des dispositifs suivants :

- 1° L'ouverture d'options de base groupées ou de formations dans l'enseignement secondaire ordinaire technique et professionnel de plein exercice ou en alternance et dans l'enseignement spécialisé de plein exercice ou en alternance :

Toute ouverture d'option dans l'enseignement qualifiant ordinaire est motivée par l'établissement scolaire et analysée par le Conseil de zone concerné, le Comité de concertation concerné ou le Conseil général selon qu'il s'agit d'une option, d'une option réservée ou d'une option strictement réservée, d'une part en référence aux critères définis aux articles 24 et 25 de l'arrêté du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice et, d'autre part, sur base des listes des thématiques communes visées à l'article 11.

Lorsqu'un établissement scolaire propose l'ouverture d'une option qui ne s'inscrit pas dans la liste des thématiques communes établie par l'Instance bassin concernée, il en apporte la justification au Conseil de zone, au Comité de concertation ou au Conseil général selon les cas, en démontrant que l'ouverture de cette option vise à créer une septième année pour compléter une filière existante au sein de l'établissement.

A défaut de s'inscrire dans la liste des thématiques communes établie par l'Instance bassin ou de viser la création d'une septième année pour compléter une filière au sein de l'établissement, la création de l'option sera soumise à des conditions de création plus contraignantes en termes de normes à respecter, afin de favoriser l'ouverture d'options qui s'inscrivent dans la rencontre des besoins socio-économiques identifiés sur le bassin EFE.

Le Gouvernement de la Communauté française adopte les dispositions visant à adapter les conditions et normes de création d'options selon qu'elles correspondent ou non aux listes de thématiques communes établies par les Instances bassin.

Les Instances bassin sont tenues informées de manière systématique par les Conseils de zone du bassin concerné des options ouvertes et des normes et conditions qui leur sont appliquées.

Les Instances bassin sont également tenues informées de manière systématique par le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé des options et formations ouvertes dans l'enseignement spécialisé de forme 3 et de forme 4 sur le bassin EFE concerné.

- 2° L'ouverture de nouvelles formations au FOREm et à Bruxelles Formation :

Toute ouverture d'une nouvelle formation qualifiante par un Centre de formation du FOREm ou par un Centre de compétences, par un Pôle de formation de Bruxelles Formation ou un partenaire conventionné par Bruxelles Formation est analysée par le FOREm ou Bruxelles Formation pour le Bassin EFE bruxellois sur base des listes des thématiques communes visées à l'article 11.

Chaque Instance bassin est tenue informée de manière systématique par le FOREm ou Bruxelles Formation des formations ouvertes sur le bassin concerné.

Lorsqu'un Centre de formation du FOREm ou un Centre de compétence, un Pôle de formation de Bruxelles Formation ou un partenaire conventionné par Bruxelles Formation ouvre une filière de formation ne s'inscrivant pas dans la liste des thématiques communes établie par l'Instance bassin concernée, le FOREm ou Bruxelles Formation en apporte la justification à l'Instance bassin en exposant les motivations, en termes de réponse aux besoins d'emploi constatés sur le bassin EFE, ayant amené à autoriser l'ouverture de la formation qualifiante visée.

- 3° L'ouverture de formations en alternance à l'IFAPME et au SFPME :

Toute ouverture d'une nouvelle formation qualifiante par un Centre de formation de l'IFAPME ou du SFPME est analysée par l'IFAPME ou le SFPME pour le Bassin EFE bruxellois sur base des listes des thématiques communes visées à l'article 11.

Chaque Instance bassin est tenue informée de manière systématique par l'IFAPME ou le SFPME des formations ouvertes sur le bassin EFE concerné.

Lorsqu'un Centre de formation de l'IFAPME ou du SFPME ouvre une filière de formation ne s'inscrivant pas dans la liste des thématiques communes établie par l'Instance bassin concernée, l'IFAPME ou le SFPME en apporte la justification à l'Instance bassin en exposant les motivations, en termes de réponse aux besoins d'emploi constatés sur le bassin EFE, ayant amené à autoriser l'ouverture de la formation qualifiante visée.

Lorsqu'un Centre de formation de l'IFAPME ou du SFPME souhaite ouvrir une filière de formation débouchant sur l'octroi d'un titre correspondant à ceux délivrés par l'enseignement obligatoire ou de promotion sociale, mais qui ne s'inscrit pas dans la liste des thématiques communes établie par l'Instance bassin concernée, l'IFAPME ou le SFPME sollicite préalablement l'avis de cette Instance bassin. Si la filière de formation concernée est ouverte malgré un avis négatif de l'Instance bassin, l'IFAPME ou le SFPME en informe et en apporte la justification aux Ministres en charge de la formation professionnelle, de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement de promotion sociale.

- 4° L'ouverture de nouvelles sections de l'enseignement secondaire par un établissement d'enseignement de promotion sociale :

Toute ouverture de section par un établissement de promotion sociale est motivée par l'établissement et analysée par la Commission sous-régionale sur base des listes des thématiques communes visée à l'article 11.

Lorsqu'un établissement de promotion sociale propose l'ouverture, hors convention de formation telles que définies à l'article 114 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, d'une section de l'enseignement secondaire ne s'inscrivant pas dans la liste des thématiques communes établie par l'Instance bassin, il en apporte la justification à la Commission sous-régionale en démontrant que l'ouverture de cette section répond à une demande spécifique émanant d'une entreprise publique ou privée, d'un groupe d'entreprises ou d'un secteur professionnel. La Commission sous-régionale remet dans les 2 mois un avis d'opportunité favorable ou défavorable à l'ouverture de la section visée.

La demande d'avis à la Commission sous-régionale, l'avis de cette dernière et les éléments justifiant cet avis accompagnent le document d'ouverture adressé par l'établissement via son réseau à l'administration.

Chaque Instance bassin est tenue informée de manière systématique par la Commission sous-régionale du bassin concerné des sections de l'enseignement secondaire ouvertes, en ce compris sous convention, et des motivations ayant amené à l'ouverture de cette section.

§ 2. Les opérateurs d'enseignement, en ce compris les CEFA, de formation et d'insertion visés par le présent article peuvent soumettre d'initiative à l'Instance bassin concernée des propositions visant à adapter la liste des thématiques communes visées à l'article 11 à l'évolution des besoins socio-économiques du bassin EFE.

De la même manière, lorsqu'une Instance bassin est confrontée à un besoin nouveau nécessitant l'ouverture d'une nouvelle option, formation, section ou filière, elle en informe les opérateurs concernés.

Les options, sections, formations ou filières ouvertes antérieurement à la signature du présent accord de coopération ne sont pas remises en cause par les dispositions du présent article.

Article 14

Des échanges et des collaborations peuvent être mises en œuvre entre chaque Instance bassin et le Pôle académique sur le territoire duquel elle se situe ainsi qu'entre l'Assemblée des Instances bassin visée à l'article 8 et l'ARES.

Les rapports analytiques et prospectifs visés à l'article 10 ainsi que la liste des thématiques communes aux filières professionnelles et métiers visée à l'article 11 sont transmis par chaque Instance bassin, pour information, au Pôle académique et sur le territoire duquel elle se situe ainsi qu'à l'ARES.

Un établissement d'enseignement supérieur, un Pôle académique, ou l'ARES peut solliciter l'avis d'une Instance bassin sur toute question liée au développement socio-économique du bassin EFE concerné, aux besoins d'emploi et aux besoins d'offre de formation et d'enseignement sur celui-ci.

Chaque Instance bassin est tenue informée par le Pôle académique sur le territoire duquel elle se situe des formations ouvertes par des établissements d'enseignement supérieur sur le bassin EFE concerné.

Article 15

Les rapports analytiques et prospectifs visés à l'article 10 ainsi que la liste des thématiques communes aux filières professionnelles et métiers visée à l'article 11 sont transmis par chaque Instance bassin, pour information, à l'Interfédération des EFT et OISP et à la FEBISP pour l'Instance bassin bruxelloise.

L'Interfédération des EFT et OISP et la FEBISP peuvent solliciter l'avis d'une Instance bassin sur toute question liée au développement socio-économique du bassin EFE concerné, aux besoins d'emploi et aux besoins d'offre de formation et d'enseignement sur celui-ci.

Chaque Instance bassin est tenue informée des formations ouvertes par les EFT et/ou OISP sur le bassin EFE concerné.

Article 16

§ 1^{er}. Les chambres « emploi et formation » telles que visées par l'article 6, § 2, 1^o, ont pour mission d'émettre des avis, recommandations ou propositions concernant l'emploi et la formation en lieu et place des CSEF et ce lorsque des dispositions décrétales le prévoient, notamment le décret du 6 juin 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi et le décret relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle.

Elles bénéficient pour ce faire des moyens humains et matériels de l'Instance bassin et de l'ensemble des analyses visées à l'article 10. Les décisions de ces chambres restent exclusivement soumises aux dispositions réglementaires qui les prévoient.

Chaque chambre « subrégionale emploi et formation » transmet à l'Instance bassin ses avis, recommandations et propositions.

Chaque Instance bassin peut solliciter la chambre « subrégionale emploi et formation » pour toute demande d'avis spécifique à la formation professionnelle et à l'emploi.

§ 2. Les chambres « enseignement », telles que visées à l'article 6, § 2, 2^o, et § 3, appuient leur travail et leurs décisions sur base des analyses visées à l'article 10 et de la liste des thématiques communes aux filières professionnelles et métiers visée à l'article 11.

Conformément au décret du 30 avril 2009, les décisions de ces chambres restent également soumises exclusivement à l'accord du Gouvernement de la Communauté française.

Ces décisions sont transmises à l'Instance bassin concernée.

Chaque Instance bassin peut solliciter la chambre « enseignement » pour toute demande d'avis spécifique à l'enseignement secondaire technique et professionnel.

§ 3. Dans le cadre des missions des chambres « subrégionales de l'emploi et de la formation » et des chambres « enseignement » telles que prévues dans les dispositions décrétales ou réglementaires en vigueur, les administrations respectives peuvent donner des lignes directrices ou méthodologiques.

§ 4. Toute nouvelle mission qui serait confiée aux chambres « subrégionale emploi et formation » et aux chambres « enseignement » fait l'objet d'une concertation préalable avec l'assemblée des Instances bassin visée à l'article 8.

Article 17

Les listes des thématiques communes aux filières professionnelles et métiers visées à l'article 11 sont mises à disposition :

- 1^o du SFMQ, qui s'appuie, notamment, sur celles-ci pour arrêter la liste des métiers qui font l'objet des travaux de sa Chambre des Métiers et de sa Chambre enseignement – formation;
- 2^o du Consortium de validation des compétences, qui s'appuie, notamment, sur celles-ci pour rédiger sa note d'orientation stratégique et programmer ses travaux;
- 3^o de la Commission de suivi opérationnel chargée de la sélection des Centres de technologies avancées et des demandes d'équipements des établissements d'enseignement qualifiant dans le cadre du Fonds d'équipement, qui s'appuie, notamment, sur celles-ci pour procéder à la sélection des projets de CTA et des équipements et aménagements de ces derniers ainsi qu'à la sélection des demandes d'équipements des établissements d'enseignement qualifiant.

Article 18

§ 1^{er}. Afin de favoriser le développement de politiques croisées en matière d'enseignement qualifiant, de formation professionnelles, d'emploi et d'insertion au niveau local, chaque Instance bassin constitue en son sein des pôles de synergies.

Un pôle de synergies est obligatoirement constitué autour d'un secteur d'activité, d'une filière professionnelle, ou d'un métier identifié par l'Instance bassin conformément aux dispositions prévues à l'article 11.

L'Instance bassin détermine combien et quels pôles de synergies elle crée, en fonction des secteurs d'activité, filières professionnelles et métiers qu'elle a identifiés.

Elle désigne les membres de chaque pôle de synergies qu'elle crée. Un pôle de synergies doit toutefois obligatoirement rassembler des représentants d'entreprises locales et/ou d'intercommunales de développement économique et/ou de partenaires sociaux locaux, d'opérateurs locaux de l'emploi et/ou de la formation professionnelle et/ou de l'insertion et d'opérateurs d'enseignement qualifiant (secondaire, et/ou de promotion sociale) situés sur le bassin EFE et compétents dans le secteur d'activité, la filière professionnelle ou le métier visé.

Un pôle de synergies se réunit de manière régulière et selon des modalités concertées avec l'Instance bassin. Il prend ses décisions par consensus. Les pôles de synergies communiquent les décisions prises et les orientations à l'Instance bassin concernée.

Il est créé pour une durée limitée à trois années maximum, renouvelable après évaluation de son fonctionnement par l'Instance bassin.

§ 2. La mission des pôles de synergies est de favoriser l'émergence de projets associant le plus largement possible les forces vives d'un secteur porteur dans un bassin EFE déterminé afin de permettre l'amélioration des dispositifs locaux d'enseignement qualifiant, de formation et d'insertion dans ce secteur. Les pôles de synergies peuvent aussi être appelés à remettre des avis d'opportunité sur l'impact socio-économique sous-régional des projets soumis aux instances d'avis et de décision des pôles de compétitivité et autres instances et mécanismes de financement existants, de leur propre initiative ou à la demande de ces instances.

Pour analyser, faire émerger et accompagner le développement d'un projet, le pôle de synergies bénéficie du soutien matériel et humain de l'Instance bassin.

Pour obtenir le support de l'Instance bassin concernée, chaque projet est soumis par le pôle de synergies compétent à l'accord de celle-ci.

§ 3. Un projet doit obligatoirement viser le développement d'actions de type additionnel, innovant ou émergent, s'inscrivant dans la filière professionnelle ou le métier autour duquel s'articule le pôle de synergies et développant un ou plusieurs aspects spécifiques tels que notamment :

- la mise en œuvre de curricula harmonisés valorisant les acquis formels, informels et non formels et s'inscrivant dans la perspective de l'apprentissage tout au long de la vie;
- la gestion commune des places de stage ou d'alternance;
- la mise en commun d'infrastructures ou d'équipements entre différents opérateurs;
- le développement et la gestion commune d'actions d'information et de sensibilisation au secteur d'activité, à la filière professionnelle ou au métier visé;
- le développement et la gestion commune d'actions liées à l'apprentissage des langues dans le qualifiant;
- le développement et la gestion commune d'actions liées à la lutte contre l'abandon scolaire et la non-qualification;
- le développement et la gestion commune d'actions liées à la formation continuée des enseignants et des formateurs du qualifiant;
- les relations entre entreprises et opérateurs d'enseignement qualifiant et de formation.

Le public visé par le projet est constitué principalement des élèves des 2^e, 3^e et 4^e degrés de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice et en alternance et de l'enseignement spécialisé, des étudiants de l'enseignement de promotion sociale, les apprenants de l'IFAPME ou du SFPME, les demandeurs d'emploi inscrits auprès des services publics de l'emploi, sans restriction.

Le projet doit également favoriser :

- 1° les synergies et la complémentarité entre les différents acteurs concernés au sein du bassin; et/ou
- 2° la construction de filières garantissant la continuité des parcours de qualification des futurs travailleurs.

En outre, une priorité est accordée par l'Instance bassin aux projets reposant sur :

- 1° l'association de partenaires différents et complémentaires permettant une mise en parcours (par exemple « enseignement/formation-stage-insertion-emploi »);
- 2° la création de nouveaux partenariats permettant la création de nouvelles filières (notamment les métiers émergents);
- 3° les associations s'articulant autour de politiques et d'outils préexistants tels que les conventions sectorielles, la validation des compétences, le SFMQ, les Centres de compétences ou de références et les CTA.

§ 4. Plusieurs pôles de synergies d'un même bassin peuvent également se rassembler autour de projets développant un aspect spécifique, tel que décrit au § 3 de manière transversale aux différents secteurs d'activités, filières professionnelles et métiers concernés.

Des pôles de synergies de différents bassins EFE peuvent également collaborer afin de favoriser l'émergence de projets conjoints sur les territoires des différents bassins EFE concernés. Dans ce cas, le projet sera soumis à chaque Instance bassin concernée.

§ 5. Conformément aux dispositions prévues à l'article 8, une Zone interbassin de l'Entre-Sambre-et-Meuse, rassemblant des représentants désignés par l'Instance bassin de Hainaut Sud et par l'Instance bassin de Namur, est chargée de favoriser les collaborations entre pôles de synergies et l'émergence de projets conjoints visant à assurer la continuité et le développement d'une offre d'insertion sociale et professionnelle, de formation professionnelle et d'enseignement qualifiant harmonieuse sur les communes situées à la limite de ces deux bassins (soit : les communes de Beaumont, Cerfontaine, Chimay, Couvin, Doische, Florennes, Froidchapelle, Momignies, Philippeville, Sivry-Rance, Viroinval et Walcourt).

Les représentants des communes concernées ainsi que des intercommunales de développement économique actives sur les bassins EFE de Namur et de Hainaut Sud y sont invités à titre consultatif.

§ 6. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, les projets sont financés dans le cadre des procédures de sélection existantes et les moyens budgétaires prévus à cet effet par les Gouvernements wallon et de la Communauté française et par le Collège de la Commission communautaire française.

Article 19

Les parties signataires peuvent, par avenant au présent accord de coopération, confier aux Instances bassin toute autre mission qu'elles jugeraient utiles dans le domaine des politiques croisées en matière d'enseignement qualifiant, de formation professionnelle et d'insertion.

Afin d'assurer la mise en œuvre et le suivi d'une nouvelle mission ainsi confiée aux Instances bassin, les parties signataires peuvent décider de la création d'une ou plusieurs chambres permanentes supplémentaires, dont elles déterminent la composition, les missions et le fonctionnement, auprès de chaque Instance bassin.

Ces chambres bénéficient des moyens humains et matériels de l'Instance bassin concernée ainsi que de ses analyses, données et statistiques.

Article 20

§ 1^{er}. Chaque Instance bassin rédige, sur base d'un document type arrêté par les Gouvernements et Collège, un rapport annuel présentant l'ensemble des actions et projets mis en œuvre ainsi que l'évolution globale de l'offre de formation et d'enseignement qualifiant sur le bassin EFE durant l'année écoulée. Ces rapports sont compilés et commentés dans un rapport d'activité annuel par l'Assemblée des Instances bassin telle que visée par l'article 8.

Ce rapport d'activité est transmis par l'Assemblée des Instances bassin au plus tard au mois de mars de chaque année, concomitamment avec les rapports analytiques et prospectifs visés à l'article 10, aux Gouvernements et Collège, au CESW et au CESRBC, ainsi qu'à la Commission de pilotage du système éducatif. Pour le bassin EFE de Bruxelles, ce rapport fait également l'objet d'une présentation annuelle au CBCES élargi.

§ 2. Une évaluation globale du dispositif est réalisée, au plus tard deux ans après sa mise en place, par les Gouvernements et Collège sur base des rapports d'activité et des avis et recommandations du CESW, du CESRBC et de la Commission de pilotage du système éducatif.

Cette évaluation porte sur le fonctionnement des Instances bassin, la pertinence de leur périmètre géographique, la qualité des projets mis en œuvre dans le cadre des pôles de synergies et sur l'évolution globale de l'offre de formation professionnelle et d'enseignement qualifiant en lien avec les besoins socio-économiques identifiés sur les différents bassins EFE.

Article 21

Les moyens de fonctionnement et le personnel mis à disposition des CSEF par la Région wallonne et la Communauté française et ceux mis à disposition de la CCFEE par Bruxelles Formation pour la Commission communautaire française et par la Communauté française sont maintenus et affectés aux Instances bassin pour la réalisation des missions visées dans le présent accord de coopération.

Les membres du personnel détachés dans les Instances bassin restent néanmoins sous l'autorité administrative de leur employeur. Ils gardent de ce fait les mêmes droits et obligations et sont soumis aux mêmes règles et procédures que celles en vigueur auprès de leur employeur respectif, à savoir soit le FOREm pour les Instances bassin situées en Région wallonne ou Bruxelles Formation pour l'Instance bassin bruxelloise, soit la Communauté française.

Les Instances bassin relèvent, d'un point de vue administratif et organisationnel, du FOREm pour celles situées en Wallonie et de Bruxelles Formation pour celle située en Région bruxelloise.

Les questions générales liées à l'organisation des Instances bassin font toutefois l'objet d'une concertation entre le FOREm ou Bruxelles-Formation et l'Assemblée des Instances bassin telle que visée à l'article 8.

Dans le cadre de l'évaluation globale telle que prévue à l'article 20, la question des moyens de fonctionnement et du personnel mis à disposition des Instances bassin et du caractère suffisant de ceux-ci eu égard aux missions qui leur sont confiées fera l'objet d'une attention particulière de la part des Gouvernements et Collège.

Le cas échéant, sur la base de cette évaluation et en fonction des marges budgétaires disponibles, des moyens complémentaires pourront être octroyés aux Instances bassin afin de garantir la réalisation des missions qui leur sont confiées par le présent accord de coopération ainsi que celles relevant des chambres « subrégionales emploi et formation » et des chambres « enseignement » telles que définies à l'article 16.

De même, la question du fonctionnement des Instances bassin et du lien administratif et organisationnel entre celles-ci et le FOREm d'une part, Bruxelles-Formation d'autre part, feront également l'objet d'une attention particulière des Gouvernements et Collège dans le cadre de cette évaluation.

CHAPITRE V

Dispositions finales

Article 22

Le Gouvernement wallon est habilité, si ceci s'avère nécessaire à l'exécution, à la mise en œuvre ou à la cohérence du présent accord de coopération, à remplacer dans les dispositions décrétales ou réglementaires en vigueur, les mots « comité subrégional de l'emploi et de la formation » par les mots « Instance bassin » ou « chambre « emploi-formation » » en fonction des compétences attribuées en vertu du présent accord de coopération.

Le Gouvernement wallon est, en outre, habilité à abroger les références aux mots « comité subrégional de l'emploi et de la formation » dans les dispositions décrétales ou réglementaires en vigueur, si cela s'avère nécessaire à l'exécution, à la mise en œuvre ou la cohérence du présent accord de coopération.

Le Collège de la Commission communautaire française est habilité, si ceci s'avère nécessaire à l'exécution, à la mise en œuvre ou à la cohérence du présent accord de coopération, à remplacer dans les dispositions décrétales ou réglementaires en vigueur, les mots « Commission consultative formation emploi enseignement » par les mots « Instance bassin ».

Le Collège de la Commission communautaire française est, en outre, habilité à abroger les références aux mots « Commission consultative formation emploi enseignement » dans les dispositions décrétales ou réglementaires en vigueur, si cela s'avère nécessaire à l'exécution, à la mise en œuvre ou la cohérence du présent accord de coopération.

Article 23

Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée.

Chaque partie au présent accord de coopération peut le dénoncer à tout moment par notification écrite adressée aux autres parties. Cette dénonciation prend effet six mois après ladite notification.

Le présent accord de coopération entre en vigueur dix jours après la publication au *Moniteur belge* du texte d'assentiment de la dernière partie signataire.

Bruxelles, le 20 mars 2014.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Formation professionnelle,
A. ANTOINE

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

Pour la Commission Communautaire française :

Bruxelles, le 24 avril 2014

Le Ministre-Président,
Ch. DOULKERIDIS

La Ministre de la Formation des classes moyennes,
Mme C. FREMAULT

Le Ministre de la Formation professionnelle,
R. MADRANE

 VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31913]

24 APRIL 2014. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, betreffende de uitvoering van regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming – Tewerkstelling, opgemaakt te Brussel op 20 maart 2014

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen en verkondigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Instemming wordt verleend aan het samenwerkingsakkoord, gesloten op 20 maart 2014 tussen de Franse

Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitvoering van regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming – Tewerkstelling.

Art. 2. Dat samenwerkingsakkoord wordt bij dit decreet gevoegd.

Art. 3. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

 Bijlage

SAMENWERKINGSAKKOORD tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitvoering van regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming – Tewerkstelling

Gelet op artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Gelet op decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat de Europese Commissie in het kader van de strategie Europa 2020 aandringt op het belang van een betere kwaliteit van het onderwijs en de vorming en van een betere voorbereiding van de jongeren voor de arbeidsmarkt;

Gelet op de verbintenissen van het Waals Gewest opgenomen in de gewestelijke beleidsverklaring 2009/2014 en op het Marshall Plan II. Vert tot ontwikkeling van vormings- en arbeidsmarktregio's om aan te zetten tot plaatselijke samenwerkingsverbanden en tot overleg tussen de vertegenwoordigers van het kwalificerend onderwijs, het onderwijs

voor sociale promotie, het niet-universitair hoger onderwijs tot organisatie van bachelorsdiploma's met een beroepsoriëntatie, evenals de opleidingsverstrekkers, de sectoriële fondsen van de ondernemingen, de overheidsdienst voor tewerkstelling en de sociale partners, met het oog op, met name, de eenmaking van het opleidingsaanbod en de inrichting van daadwerkelijke opleidingstrajecten ten opzichte van de vastgestelde sociaal-economische behoeften;

Gelet op de verbintenissen van het Waalse Gewest, opgenomen in de gewestelijke beleidsverklaring 2009-2014 tot oprichting van "vormingskernen" waarin met name de vertegenwoordigers van het kwalificerend onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie, het hoger onderwijs tot organisatie van de bachelordiploma's met een beroepsoriëntatie, evenals de opleidingsverstrekkers, de sectoriële fondsen van de ondernemingen en de intersectorale sociale partners zetelen;

Gelet op de doelstellingen van het takendecreet van 24 juli 1997 van de Franse Gemeenschap, waarin via artikel 6 op de noodzaak voor het onderwijssysteem gewezen wordt om aan alle leerlingen gelijke kansen te garanderen op maatschappelijke ontplooiing door ze met name de vaardigheden bij te brengen waardoor ze actief kunnen worden in het economische, maatschappelijke en culturele leven;

Gelet op de doelstellingen van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, waarin via artikel 7 gewezen wordt op het belang om in te spelen op de vragen en de behoeften aan vorming van wege bedrijven, overheidsdiensten, onderwijs en, in het algemeen, het sociaal-economische en culturele middenveld;

Gelet op de verbintenissen van de Franse Gemeenschap, opgenomen in de beleidsverklaring van de Franse Gemeenschap 2009-2014, waarbij een dynamiek van mederesponsabilisering van de actoren op schaal van de vormings- en arbeidsmarktregio's wordt ondersteund en toegezien wordt op de voorrang van de optimaliserende rol van die regio's in het aanbod aan kwalificerende opleidingen;

Gelet op de verbintenissen van de Franse Gemeenschapscommissie, opgenomen in het meerderheidsakkoord 2009-2014, met het oog op een sterkere onderlinge aansluiting en samenwerking van vormingen, onderwijs en arbeidsplaatsen en met het oog op de invoering van een optimale coördinatie van het opleidingsaanbod in de Brusselse regio tussen de talrijke operatoren;

Overwegende dat het bijgevolg passend is een samenwerkingsakkoord te sluiten voor de uitvoering van de regio's en de samenwerkingskernen Kwalificerend onderwijs - Vorming - Tewerkstelling.

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte en door de Minister bevoegd voor het Hoger Onderwijs, de heer Jean-Claude Marcourt, en de Minister van het Verplicht Onderwijs en van het Onderwijs voor Sociale Promotie, Mevrouw Marie-Martine Schyns,

Het Waalse Gewest vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en haar Minister van Beroepsopleiding, de heer André Antoine,

En,

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College in de persoon van haar Minister-President, de heer Christos Doulkeridis, van de Minister van de Vorming van de Middenstand, Céline Fremault, en van de Minister van Beroepsopleiding, Rachid Madrane,

Zijn overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling

Artikel 1.

Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord dient te worden verstaan onder :

1. ACTIRIS : de Brusselse gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling, geregeld bij de ordonnantie van 18 januari 2001;
2. ARES : de Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs, zoals bepaald in het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
3. « Bruxelles Formation » : het Brussels Franstalig instituut voor beroepsopleidingen, opgericht bij het decreet van 17 maart 1994;
4. CBCES uitgebreid naar de Gemeenschapsoverheden : het « Comité bruxellois de Concertation économique et social élargi aux pouvoirs communautaires », ingevoerd door de gezamenlijke Franstalige Regeringen van 20 juni 2013;
5. CCFFEE : de « Commission consultative formation emploi enseignement », ingesteld bij het decreet van 17 maart 1994 houdende oprichting van "Bruxelles Formation";
6. CEFA : de centra « Centres d'éducation et de formation en alternance » zoals omschreven bij het decreet van 3 juli 1991;
7. Kenniscentra : de gelabelde kenniscentra erkend door de Regering van het Waalse Gewest, zoals bepaald in artikel 1bis, 7°, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi";
8. Professionele referentiecentra : de referentiecentra, opgericht bij het protocol-raamakkoord goedgekeurd door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 6 juli 2006 met het oog op de oprichting van professionele referentiecentra;
9. ESRBHG : de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, opgericht bij ordonnantie van 8 september 1994 houdende oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
10. CESW : de Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest opgericht bij het decreet van 25 mei 1983;
11. Commissie begeleiding van het onderwijssysteem : de Commissie begeleiding van het onderwijssysteem, opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;
12. Subregionale commissies : de subregionale commissies bedoeld in artikel 123bis van het decreet van 16 april 1991 tot inrichting van het onderwijs voor sociale promotie;
13. Overlegcomités : de overlegcomités, zoals omschreven in artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het voltijds secundair onderwijs;

14. Gebiedsraden : de gebiedsraden, zoals omschreven in artikel 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het voltijds secundair onderwijs;
15. Algemene overlegraad tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs : de algemene overlegraad, opgericht bij artikel 1 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs;
16. Algemene overlegraad tot regeling van het overleg in het gespecialiseerd onderwijs : de algemene overlegraad, opgericht bij artikel 1 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;
17. Hoge Raad van het Onderwijs voor sociale promotie : de hoge raad, opgericht bij artikel 78 van het decreet van 16 april 1991 tot inrichting van het onderwijs voor sociale promotie;
18. Consortium voor de validering van de vaardigheden : consortium opgericht overeenkomstig het Samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;
19. CPMS : de psycho-medische-sociale centra, zoals omschreven in de wet van april 1960;
20. CSEF : de Subregionale comités voor tewerkstelling en vorming, zoals bepaald in de artikelen 37 tot 44 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", zoals gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012;
21. CTA : de centra voorgeavanceerde technologieën, zoals omschreven bij het decreet van 26 april 2007 waarbij de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs gewaarborgd wordt;
22. EFT/OISP : de bedrijven voor vorming door arbeid en de instellingen voor socioprofessionele inschakeling, zoals omschreven in het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning van sommige instellingen voor socioprofessionele inschakeling in Brussel;
23. Kwalificerend onderwijs : het gewoon secundair technisch en beroepsonderwijs, met volledig leerplan en alternerend, het gespecialiseerd secundair onderwijs van vormen 3 en 4, met volledig leerplan en alternerend, het onderwijs voor sociale promotie;
24. FEBISP : de Brusselse Federatie voor instellingen voor socio-professionele inschakeling;
25. FOREm : de « Office Wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 ;
26. Beroepstrajecten : verzameling van beroepen met gemeenschappelijke kenmerken of technieken;
27. BISA : Brussels instituut voor statistiek en analyse - Ministerie Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
28. IFAPME : "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waal instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), ingesteld bij het decreet van 17 juli 2003;
29. IPIEQ : instanties voor de onderlinge sturing van de netten van het kwalificatieonderwijs betreffende de oprichting van instanties voor de onderlinge sturing van de netten van het kwalificatieonderwijs en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen;
30. IWEPS : Waals Instituut voor evaluatie, prospectieve en statistiekbetreffende de oprichting van het " Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waal Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek), opgericht bij Waals decreet van 4 december 2003;
31. Beroepen : een samenhangend geheel van beroepsactiviteiten die gerealiseerd worden door een persoon in het kader van een productief proces;
32. MIRE : gewestelijke opdrachten arbeidsbemiddeling, erkend overeenkomstig de bepalingen van 11 maart 2004;
33. Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs : Waarnemingscentrum opgericht bij het decreet van 18 juli 2008 tot democratisering van het hoger onderwijs, ter bevordering van de slaagkansen van de studenten en tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs;
34. Academische pool : vereniging van inrichtingen van het hoger onderwijs in de zin van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
35. SFMQ : Franstalige dienst voor beroepen en kwalificaties, opgericht bij het samenwerkingsakkoord van 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications";
36. SFPME/EFPM : opleidingsdienst voor K.M.O.'s, opgericht bij het decreet van 17 juli 2003 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van een dienst met afzonderlijk beheer belast met het beheer en de bevordering van de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen te Brussel en de VZW Espace formation PME;
37. Gemeenschappelijke thematiek : gezamenlijke oriëntaties ter bevordering van de ontwikkeling van het onderwijs- en vormingsaanbod rondom één of verschillende beroeps- of vormingstrajecten, onderkend in een regio wegens criteria in verband met werkgelegenheidsbehoeften en het bestaande onderwijs- en vormingsaanbod;
38. Onderwijsgebieden voor sociale promotie : de zones bedoeld in artikel 123bis van het decreet van 16 april 1991 tot inrichting van het onderwijs voor sociale promotie;
39. Secundair-onderwijszone : de zones bedoeld in artikel 24 van het decreet van 29 juli 1992 tot inrichting van het voltijds secundair onderwijs.

HOOFDSTUK II.

Omschrijving en afbakening van de regio's Kwalificerend onderwijs - Vorming - Tewerkstelling

Artikel 2

Een regio voor kwalificerend onderwijs - vorming - tewerkstelling (KOVA-regio) is een gebied, geografisch afgebakend op het grondgebied van het Franse taalgebied of overeenstemmend met het tweetalig gewest van Brussel-Hoofdstad met het oog op de onderlinge afstemming van het aanbod, en de ontwikkeling van een gekruist beleid inzake beroepsopleiding, werkgelegenheid en inschakeling en op het aanzetten tot samenwerkingen tussen de sociale gesprekspartners en de plaatselijke actoren van het kwalificerend onderwijs, de beroepsvorming, de tewerkstelling en de inschakeling.

Artikel 3

Er worden tien KOVA-regio's opgericht :

1. de KOVA-regio te Brussel omvat de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : Anderlecht, Oudergem, Sint-Agatha-Berchem, Brussel, Etterbeek, Evere, Vorst, Ganshoren, Elsene, Jette, Koekelberg, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis, Sint-Joost-ten-Noode, Schaarbeek, Ukkel, Watermaal-Bosvoorde, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe ;
2. de KOVA-regio Waals-Brabant omvat volgende gemeenten : Bevekom, Eigenbrakel, Kasteelbrakel, Court-Saint-Etienne, Chastre, Chaumont-Gistoux, Genappe, Grez-Doiceau, Hélécinne, Incourt, Ittre, Geldenaken, Terhulpen, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nijvel, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubeke, Walhain, Waterloo, Waver, Villers-la-Ville;
3. de KOVA-regio Wallonie Picarde omvat volgende gemeenten : Antoing, Aat, Belœil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Komen-Waasten, Elzele, Edingen, Estaimpuis, Vloesberg, Frasnes-lez-Anvaing, Lessen, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Moeskroen, Pecq, Peruwelz, Rumes, Silly, Doornik;
4. de KOVA-regio Hainaut Centre omvat volgende gemeenten : Anderlues, Binche, Boussu, 's-Gravenbrakel, Chapelle-lez-Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Lens, Le Rœulx, Manage, Bergen, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, Zinnik;
5. de KOVA-regio Hainaut Sud omvat volgende gemeenten : Aiseau-Presles, Beaumont, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, Erquelines, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Froidchapelle, Gerpinnes, Ham-sur-Heure, Les Bons Villers, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Pont-à-Celles, Sivry-Rance, Thuin;
6. de KOVA-regio Namen omvat volgende gemeenten : ,Anhée, Assesse, Beauraing, Bièvre, Cerfontaine, Ciney, Couvin, Dinant, Doische, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gedinne, Gembloux, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namen, Ohey, Onhaye, Philippeville, Profondeville, Rochefort, Sambreville, Sombreffe, Somme-Leuze, Viroinval, Vresse-sur-Semois, Walcourt, Yvoir;
7. de KOVA-regio Luxemburg omvat volgende gemeenten : Aarlen, Attert, Aubange, Bastenaken, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Etalle, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La-Roche-en-Ardenne, Légglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Messancy, Meix-devant-Virton, Musson, Nassogne, Neuchateau, Paliseul, Rendeux, Rouvroy, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Saint-Hubert, Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.
8. de KOVA-regio Luik omvat volgende gemeenten : Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Luik, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Wezet;
9. de KOVA-regio Hoi-Borgworm omvat volgende gemeenten : Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimés, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Huy, Lincet, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Waremme, Wasseiges;
10. de KOVA-regio Verviers omvat volgende gemeenten : Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

Deze geografische afbakening geldt enkel voor de opdrachten inzake gekruist beleid en de onderlinge afstemming van het aanbod inzake beroepsopleiding, kwalificerend onderwijs, tewerkstelling en inschakeling zoals omschreven in het kader van dit samenwerkingsakkoord.

Artikel 4

De gebieden secundair onderwijs en voor sociale promotie nemen de geografische afbakening omschreven in artikel 3 aan.

De ambtsgebieden van de regionale directies van FOREm nemen een geografische afbakening aan die aansluit op de geografische afbakening van artikel 3.

Artikel 5

§ 1. In het Waalse Gewest wordt elk subregionaal comité aanwezig in elk gebied omschreven in artikel 3 voor elke KOVA-regio de bevoegde instantie.

§ 2. In het Brussels Gewest wordt adviesverlenende commissie voor de Brusselse KOVA-regio de bevoegde instantie.

HOOFDSTUK III.

Samenstelling en werking van de instanties van de regio's voor Kwalificerend onderwijs - Vorming - Tewerkstelling

Artikel 6

1. Elke instantie voor een KOVA-regio bestaat uit :

- 1° de voorzitter;
- 2° acht vertegenwoordigers van de Franstalige sociale gesprekspartners, w.o. vier vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de werknemers en vier van de werkgevers;

- 3° acht vertegenwoordigers van vormings- en arbeidsbemiddelingsinstanties : vier vertegenwoordigers van FOREm in de regio-instanties gelegen in Wallonië en twee vertegenwoordigers van Bruxelles Formation en twee vertegenwoordigers van Actiris in de regio Brussel, twee vertegenwoordigers van IFAPME in de regio's gelegen in Wallonië en twee vertegenwoordigers van SFPME/EFPMA in de regio Brussel en twee vertegenwoordigers van de interfederatie van EFT/OISP in de regio's gelegen in Wallonië en twee vertegenwoordigers van FEBISP in de regio Brussel;
- 4° acht vertegenwoordigers van het onderwijs, namelijk : vier vertegenwoordigers van het technisch en beroepsonderwijs (w.o. de voorzitter en de eerste ondervoorzitter van de plaatselijke IPIEQ, ter vertegenwoordiging van het gewoon secundair technisch en beroepsonderwijs gelegen in de betrokken KOVA-regio), twee vertegenwoordigers van de instellingen voor sociale promotie-onderwijs gelegen in de betrokken KOVA-regio, op de voordracht van de Hoge Raad van het onderwijs voor sociale promotie en twee vertegenwoordigers van het Algemeen bestuur van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek.

De Regeringen en het College benoemen de gewone en de plaatsvervangende leden bedoeld in lid 1, 2° tot 4°, op de voordracht van de instellingen die ze vertegenwoordigen, met uitzondering van de twee vertegenwoordigers van Actiris, bedoeld in § 1, 3°, verzocht om te zetelen in de instantie voor de regio Brussel. De gewone en plaatsvervangende leden worden aangewezen of verzocht te zetelen voor een verlengbare termijn van drie jaar. Voor het Waalse Gewest zijn de gewone en plaatsvervangende leden bedoeld in lid 1, 2°, evenwel de leden aangewezen door de Regering in de kamer "tewerkstelling en vorming" zoals bepaald in paragraaf 2.

De Franstalige sociale gesprekspartners bedoeld in lid 1, 2°, van elke regio-instantie dienen een of meer kandidaten voor de functie van voorzitter van genoemde instantie voor te dragen bij de gezamenlijke leden bedoeld in vorig lid.

Zodra de leden met een kandidaat voor de functie van voorzitter ingestemd hebben, wordt laatstgenoemde voorgedragen bij de Regeringen en het College.

De voorzitter wordt aangewezen voor een verlengbare termijn van drie jaar.

Elke regio-instantie wijst onder haar leden drie ondervoorzitters aan die elk van de drie categorieën bedoeld in lid 1, 2° en 4°, vertegenwoordigen. Ze worden verkozen voor een verlengbare termijn van drie jaar. Voor de KOVA-regio Brussel wordt de ondervoorzitter die de categorie bedoeld in lid 1, 3°, vertegenwoordigt aangewezen onder de vertegenwoordigers van Bruxelles Formation.

Plaatsvervangers zetelen in de afwezigheid van gewone leden.

Met raadgevende stem wonen volgende personen de werkzaamheden eveneens bij :

1. een vertegenwoordiger per soort gespecialiseerde onderwijsinstellingen gelegen in de betrokken KOVA-regio op de voordracht van de algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs;
2. één vertegenwoordiger per soort PMS-centra gelegen in de betrokken KOVA-regio, op de voordracht van de hoge raad van de PMS-centra;
3. één vertegenwoordiger van « AWIPH » in de KOVA-regio's gelegen in Wallonië en één vertegenwoordiger van "PHARE"; in de Brusselse KOVA-regio-instantie;
4. één vertegenwoordiger van de Sociale Actie op de voordracht van de Federatie van de O.C.M.W.'s van de "Union des villes et communes de Wallonie" in de regio-instanties gelegen in Wallonië en van de Vereniging van de stad en de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in de Brusselse regio-instantie;
5. één vertegenwoordiger van de alfabetiseringssector;
6. één vertegenwoordiger van « MIRE » in de regio-instanties gelegen in Wallonië;
7. één vertegenwoordiger van « IWEPS » in de regio-instanties gelegen in Wallonië en één vertegenwoordiger van « BISA » in de Brusselse regio-instantie wordt met raadgevende stem uitgenodigd als wetenschappelijk en methodologisch deskundige.

Elke regio-instantie kan eveneens elke persoon uitnodigen van wie zij acht dat deze door haar vaardigheden en kennis een verrijkende bijdrage kan leveren tot de besprekingen en bijstand kan bieden bij het nemen van beslissingen.

§ 2. In het Waalse Gewest bestaat elke regio-instantie minstens uit twee kamers :

- 1° één « subregionale » kamer « voor tewerkstelling en vorming », bestaande uit acht leden ter vertegenwoordiging van de representatieve werkgeversorganisaties (w.o. vier gewone en vier plaatsvervangende leden), acht leden ter vertegenwoordiging van de representatieve werknemersorganisaties (w.o. vier gewone en vier plaatsvervangende leden), één vertegenwoordiger van "FOREm" en één vertegenwoordiger van "IFAPME" zetelend in de regio-instantie. De acht vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties en de acht vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties worden in onderlinge overeenstemming benoemd door de Waalse Regering op een dubbele lijst voorgedragen door respectievelijke organisaties. De werkingsmodaliteiten, met name betreffende het stemmingsquorum, worden vastgesteld in het huishoudelijk reglement, dat ter goedkeuring van de Voogdijminister wordt voorgelegd.
- 2° één kamer « onderwijs », overeenstemmend met de « IPIEQ » opgenomen in de regeling van de KOVA-regio's omschreven in huidige samenwerkingsovereenkomst. De samenstelling, de bevoegdheden en de werkingsmodaliteiten van die kamers zijn omschreven in het decreet van 30 april 2009.

§ 3. In afwijking van vorige § bestaat de eigenlijke KOVA-regio « Hainaut Centre » zoals bedoeld in artikel 3, 4°, uit twee onderscheiden en specifieke subregio's inzake tewerkstelling en vorming. Elke van beide subregio's tewerkstelling - vorming beschikt over haar eigen subregionale kamer tewerkstelling en vorming :

- één kamer bevoegd voor de regio tewerkstelling - vorming voor « Centre », bestaande uit de gemeenten Anderlues, Binche, 's-Gravenbrakel, Chapelle-lez-Herlaimont, Ecaussines, Estinnes, La Louvière, Le Roeulx, Manage, Morlanwelz, Seneffe, Zinnik;
- één kamer bevoegd voor de regio tewerkstelling - vorming van Bergen, bestaande uit de gemeenten Boussu, Colfontaine, Dour, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, Lens, Bergen, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain.

§ 4. In het Brusselse Gewest bestaat elke regio-instantie minstens uit één kamer, namelijk : één kamer « onderwijs », overeenstemmend met de plaatselijke « IPIEQ » opgenomen in de regeling van de KOVA-regio's omschreven in huidige samenwerkingsovereenkomst. De samenstelling, de bevoegdheden en de werkingsmodaliteiten van die kamers zijn omschreven in het decreet van 30 april 2009.

De Brusselse regio-instantie vervult voor het overige alle opdrachten die decretaal toevertrouwd zijn aan CCFEE.

§ 5. Het secretariaat van de "subregionale" kamer "tewerkstelling en vorming" en het secretariaat "onderwijs" werken samen in de regio-instansie.

Artikel 7

Een regio-instansie vergadert regelmatig en minstens vier keer per jaar.

Ze kan haar beslissingen rechtsgeldig treffen als minstens vijftig percent van de leden van elke categorie aanwezig zijn.

Zij neemt haar beslissingen bij eenvoudige meerderheid, waarvan minstens vijftig percent van de stemmen van de leden aanwezig in elkeen van de drie categorieën bedoeld in de punten 2° tot 4° van het eerste lid van artikel 6.

Als het quorum bij een vergadering niet bereikt is, vergadert de regio-instansie opnieuw binnen een termijn van twee weken of werkt elektronisch. De beslissingen opgenomen op de agenda van de aldus verdaagde vergadering kunnen rechtsgeldig aangenomen worden ongeacht het aantal aanwezige leden.

De voorzitter en de ondervoorzitters vormen het uitvoerend bureau. Genoemd bureau stelt de agenda's van de vergaderingen op, bereidt de werkzaamheden voor en treft alle dringende maatregelen onder voorbehoud van goedkeuring door de regio-instansie op haar eerstvolgende vergadering.

Elke regio-instansie neemt een huishoudelijk reglement aan binnen één maand na de installatievergadering, op grond van een modeldocument vastgelegd door de Regeringen en het College.

Artikel 8

Er wordt een vergadering van de KOVA-regio-instansies opgericht, belast met de coördinatie, volgens de door dat gremium bepaalde modaliteiten en periodiciteit, van de uitvoering van de opdrachten van de verschillende regio-instansies om de samenhang ervan en de naleving van het kader van hun opdrachten te waarborgen.

Zij coördineert de werking van de regio-instansies, zorgt voor de uitwisseling van goede praktijken, zoekt naar samenhang en overkoepelende elementen in de uitvoering van de opdrachten.

Zo waakt ze met name over de samenhang van de beslissingen van de verschillende regio-instansies en de impact ervan op de zones gelegen op een grens van verschillende KOVA-regio's. In dat verband kan ze op eigen initiatief of op verzoek van een regio-instansie verschillende regio-instansies verzoeken overleg te plegen en samen te werken voor meer samenhang via de invoering van een overleg- en coördinatieplatform waarin vertegenwoordigers van de betrokken regio-instansies samenkomen.

Aan dat overleg wordt de voorkeur gegeven tussen de regio-instansies die in hun geografisch gebied zoals omschreven in artikel 3 één of meer gemeenten tellen die voorheen deel uitmaakten van een "CSEF" verschillend van de "CSEF" van betrokken gebied en de regio-instansie waarvan een of meerdere bedoelde gemeentes voorheen deel uitmaakten van de "CSEF" aanwezig in het gebied van de regio-instansie.

De vergadering van de regio-instansies kan eveneens de Regeringen en het College aanspreken over elk vraagstuk in verband met de werking en de opdrachten van die instansies.

Die vergadering bestaat uit :

- vier vertegenwoordigers van de sociale gesprekspartners, w.o. twee vertegenwoordigers van de Franstalige Brusselse sociale gesprekspartners en twee vertegenwoordigers van de Waalse sociale gesprekspartners, aangewezen door de Regeringen en het College op de voordracht van de sociaal-economische raden van elk Gewest;
- elke voorzitter van de regio-instansies of diens afgevaardigde;
- één vertegenwoordiger van elke Minister belast met secundair onderwijs, sociale-promotie-onderwijs, beroepsvorming, vorming van de middenstand en tewerkstelling die huidig samenwerkingsakkoord ondertekent.

Zij kan eveneens elke persoon uitnodigen van wie zij acht dat deze door haar vaardigheden en kennis een verrijkende bijdrage kan leveren tot de besprekingen en bijstand kan bieden bij het nemen van beslissingen.

Het voorzitterschap van de vergadering komt beurtelings één vertegenwoordiger van de Waalse sociale gesprekspartners en één vertegenwoordiger van de Brusselse sociale gesprekspartners toe.

Voor zover mogelijk wordt er beurtelings vergaderd bij de sociaal-economische raad van het Waalse en van het Brusselse Gewest.

De werkingsmodaliteiten van die vergadering, met name betreffende het stemmingsquorum, worden vastgesteld in het huishoudelijk reglement, dat uiterlijk één maand na de installatievergadering aangenomen wordt.

HOOFDSTUK IV.

Rollen en opdrachten van de regio-instansies kwalificerend onderwijs - vorming - Tewerkstelling

Artikel 9

De regio-instansies treden op als interface en overleginstansie tussen de sociale gesprekspartners, de plaatselijke actoren van het kwalificerend onderwijs, de beroepsvorming, de tewerkstelling en de inschakeling.

Zij ondersteunen de sturing van het kwalificerend onderwijs en de beroepsvorming uitgeoefend door de instellingen, met inachtneming van hun prerogatieven, waarbij :

- op plaatselijk niveau gewaakt wordt over de samenhang van het kwalificerend onderwijs en de beroepsvorming met de vastgestelde sociaal-economische behoeften en het bestaande onderwijs- en vormingsaanbod in de KOVA-regio;
- op plaatselijk vlak de ontwikkeling bespoedigd wordt van het gekruist beleid inzake beroepsvorming, kwalificerend onderwijs, tewerkstelling en inschakeling gezamenlijk uitgevoerd door de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Daarbij zijn dit hun opdrachten :

1. een permanente dialoog en permanent overleg mogelijk maken tussen de sociale gesprekspartners, de plaatselijke actoren van het kwalificerend onderwijs, de beroepsvorming, de tewerkstelling en de inschakeling;
2. permanent zorgen voor het samenbrengen, samenvatten, kruisen en contextualiseren van de analyses verricht door de besturen, de operatoren uit het onderwijs, de vorming, de tewerkstelling en de inschakeling en de wetenschappelijke en methodologische deskundigen zoals bedoeld in artikel 6, lid 7, in termen van behoeften inzake tewerkstelling, het bestaand aanbod aan kwalificerend onderwijs en beroepsvorming, evenals de beschikbare middelen per KOVA-instansie;

3. op grond van de analyses bedoeld onder 2) en in het kader van de sociaal-economische beleidskeuzes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Waals Gewest omschreven in hun respectievelijke plannen, een thematische lijst opstellen voor de beroepstrajecten en deze verspreiden bij de operatoren voor kwalificerend onderwijs, beroepsvorming, tewerkstelling en inschakeling ;
4. informatie overmaken, adviezen uitbrengen, beleidslijnen formuleren ten behoeve van de operatoren van het kwalificerend onderwijs (met inbegrip van de « CEFA's »), de beroepsvorming, de inschakeling inzake het aanbod aan kwalificerend onderwijs en beroepsvorming;
5. samenwerkingen tot stand brengen om gemeenschappelijke projecten te laten ontstaan voor betere lokale regelingen inzake beroepsvorming, kwalificerend onderwijs en inschakeling;
6. de goede werking van de kamers van de regio-instantie zoals omschreven in artikel 6 verzorgen;
7. de goede werking van elke andere kamer uitvoeren en verzorgen, voor de opname van een nieuwe opdracht in het gekruist beleid inzake kwalificerend onderwijs, vorming en inschakeling door de ondertekenaars toevertrouwd aan de regio-instanties.

Artikel 10

1. Om de opvolging en de optimalisering van het aanbod aan beroepsvorming en kwalificerend onderwijs in de KOVA-regio mogelijk te maken, de behoeften en de redundanties te onderscheiden waarborgt elke regio-instantie het samenbrengen, samenvatten, kruisen en contextualiseren van de gegevens in termen van behoeften inzake tewerkstelling, het bestaand aanbod aan kwalificerend onderwijs en beroepsvorming, per KOVA-regio en betreffende de verschillende specifieke aspecten in verband met de ontwikkeling van projecten van samenwerkingsverbanden bedoeld in artikel 18 van dit samenwerkingsakkoord.

Daarvoor krijgt elke regio-instantie de nodige steun, analyses en informatie van de besturen, rekening houdend met hun respectievelijke rol en opdrachten, van de operatoren inzake onderwijs, vorming, tewerkstelling en inschakeling bedoeld in § 2 van dit artikel en van de wetenschappelijke en methodologische deskundigen zoals bedoeld in artikel 6, § 1, lid 7.

Het gaat er voor elke regio-instantie om, zich te kunnen bedienen van een kadaster en een algemeen en nauwkeurig overzicht van het aanbod inzake beroepsvorming en kwalificerend onderwijs zoals verstrekt op haar grondgebied.

Doel is, de plaatselijke actoren en, meer bepaald, de operatoren inzake beroepsvorming, kwalificerend onderwijs en inschakeling een gemeenschappelijke sokkel aan informatie ter beschikking te stellen, waarin voor elke KOVA-regio, een beeld wordt gegeven van de demografische toestand, de tendenzen inzake werkkloosheid en de behoeften inzake het aanbod aan beroepsvorming en kwalificerend onderwijs en de schoolbezoekcijfers in de verschillende onderwijs- en vormingsrichtingen.

Elke instantie verzamelt en onderzoekt de gegevens nodig voor de invoering van die gemeenschappelijke informatiesokkel in de loop van haar eerste werkingsjaar en zorgt voor de regelmatige bijwerking van die gegevens. Daarvoor gebruikt ze telkens als dat mogelijk is de bestaande kadasters en overzichten van de vormings- en onderwijsoperatoren.

§ 2. Om die informatiesokkel ter beschikking te stellen van de verschillende actoren, maakt elke regio-instantie uiterlijk jaarlijks in maart een analytisch en prospectief verslag, opgesteld volgens de modaliteiten vastgelegd door de Regeringen en het College, over aan :

- 1° de Regeringen en het College;
- 2° de sociaal-economische raad van het Waalse Gewest en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 3° de sturingscommissie van het onderwijssysteem;
- 4° de Algemene Administratie van het Onderwijs en van het Wetenschappelijk Onderzoek;
- 5° "ARES" en de academische pool met daarin vervat de betrokken KOVA-regio;
- 6° de algemene overlegraad voor het secundair onderwijs, de algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, de hoge raad van het onderwijs voor sociale promotie;
- 7° FOREm, Bruxelles Formation en Actiris;
- 8° IFAPME en SFPME;
- 9° de interfederatie van EFT/OISP en FEBISP;
- 10° het consortium voor de validering van de vaardigheden;
- 11° "Service francophone des Métiers et des Qualifications";
- 12° de overlegcomités en de bevoegde zoneraden van het secundair onderwijs van de betrokken KOVA-regio;
- 13° de subregionale commissie van het onderwijs voor sociale promotie, bevoegd in de betrokken KOVA-regio.

Elke regio-instantie houdt dit analytisch en prospectief verslag eveneens ter beschikking van de gezamenlijke inrichtingen voor kwalificerend onderwijs, CEFA's, vormingscentra, operatoren inzake tewerkstelling en inschakeling en meer in het algemeen van elke actor die betrokken is bij de sociaal-economische ontwikkeling van de betrokken KOVA-regio, via zijn website.

§ 3. Op grond van de analytische en prospectieve verslagen bedoeld in § 2 kan de vergadering van de regio-instanties bedoeld in artikel 8 met name de samenwerkingen bespoedigen tussen regio-instanties. Elke regio-instantie gaat aldus met de andere KOVA-regio's relaties en samenwerkingen aan nuttig voor de uitvoering van haar opdrachten.

§ 4. Elke regio-instantie kan elk vraagstuk bespreken inzake kwalificerend onderwijs en beroepsvorming voorgelegd door de actoren bedoeld in § 2 om advies uit te brengen.

Artikel 11

§ 1. Op grond van het kadaster, het overzicht en de analyses bedoeld in artikel 10, de adviezen en eventuele aanbevelingen van de sociaal-economische raad van het Waalse en respectievelijk het Brussels Gewest, de beleidskeuzes inzake samenwerkingen op vlak van economie-tewerkstelling-vorming-onderwijs bepaald door de uitgebreide CBCES en in het kader van de gemaakte sociaal-economische beleidskeuzes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Waals Gewest in hun respectievelijke plannen heeft elke regio-instantie als opdracht regelmatig een thematische lijst op te stellen en bij te werken voor de beroepstrajecten en deze te verspreiden bij de operatoren voor kwalificerend onderwijs, beroepsvorming, tewerkstelling en inschakeling voor elke betrokken KOVA-regio.

Die gemeenschappelijke thematische lijst strekt ter oriëntering en begunstiging van de aanpassing van het aanbod inzake kwalificerend onderwijs en beroepsvorming aan de sociaal-economische behoeften van de KOVA-regio. Zij strekt eveneens tot het bevorderen van gekruist beleid op plaatselijk niveau, via de uitvoering van de samenwerkingsverbanden bedoeld in artikel 18 van dit samenwerkingsakkoord.

§ 2. Elke regio-instantie maakt haar gemeenschappelijke thematische lijst op door de beroepstrajecten aan te duiden die daaraan vorm geven, op grond van volgende criteria :

- 1° de opnemingslijst van de beroepen omschreven als knelpuntberoepen of moeilijk in te vullen beroepen of van de opkomende beroepen per KOVA-regio;
- 2° de samenhang met het globale bestaande aanbod inzake vorming en kwalificerend onderwijs per KOVA-regio.

Om die lijst op te maken, houdt de regio-instantie eveneens rekening met de evolutie in de tijd van de knelpunt- of moeilijk invulbare beroepen en de opkomende beroepen en met het bestaand aanbod inzake kwalificerend onderwijs en beroepsvorming. De specifieke kenmerken van de werkgelegenheid in de kleine en zeer kleine ondernemingen en, meer in het algemeen, de werkgelegenheid bij zelfstandigen worden ook in overweging genomen. Ten slotte wordt rekening gehouden met de demografische evolutie van de betrokken KOVA-regio.

Wanneer de gemeenschappelijke thematische lijst naar een beroep verwijst, wordt dit geïdentificeerd door het profiel bepaald door SFMQ.

Daarnaast wordt, om de ontstane behoeften te verduidelijken, door de regio-instantie voor elk beroepstraject opgenomen op de lijst, of op overkoepelende wijze, door de regio-instantie een omschrijving gegeven van de oriëntaties in termen van aanbod van het kwalificerend onderwijs en de vorming, maar ook meer bepaald de infrastructuur, de uitrustingen, de stageplaatsen of alternerende opleidingen.

Ten slotte kan de regio-instantie, wanneer zij dat nodig acht, meer duidelijkheid verschaffen bij de geografische lokaliserings- en behoeften binnen in een KOVA-regio, om de eventuele specifieke kenmerken van de gebieden die de regio vormen, in overweging te nemen.

§ 3. De aldus door elke regio-instantie omschreven gemeenschappelijke thematische lijst, geobjectiveerd op grond van het kadaster, de analyses en de aanbevelingen zoals voorheen bedoeld, wordt ter beschikking gesteld van de gezamenlijke actoren bedoeld in § 2 van artikel 10.

Artikel 12

Om de algemene samenhang van het werk van de verschillende regio-instanties te waarborgen en overkoepelende analyses voor de verschillende KOVA-regio's mogelijk te maken, berusten het verzamelen en het onderzoek van de kadaster- en overzichtgegevens bedoeld in artikel 10 en de opstelling van de gemeenschappelijke thematische lijst bedoeld in artikel 11, door elke regio-instantie, op een gemeenschappelijke methode, vastgelegd door de vergadering van de regio-instanties bedoeld in artikel 8.

IWEPS verleent een methodologische ondersteuning aan de vergadering van de regio-instanties en aan elke regio-instantie in de uitvoering van die opdrachten. BISA wordt eveneens om diens steun gevraagd.

Artikel 13

§ 1. Om een aanbod aan kwalificerend onderwijs en beroepsvorming te garanderen dat optimaal inspeelt op de sociaal-economische behoeften van de regio, moeten de verschillende operatoren bedoeld in huidig samenwerkingsakkoord hun aanbod inzake kwalificerend onderwijs en beroepsvorming onderling afstemmen op grond van een gemeenschappelijke analyse van het bestaande aanbod en de behoeften.

De regio-instanties nemen een informerende en oriënterende rol waar als bedoeld in artikel 9, 4), in het kader van volgende regelingen :

- 1° de openstelling van gegroepeerde basisopties of vormingen in het gewoon secundair technisch of beroepsonderwijs, met volledig leerplan of alternerend, of in het gespecialiseerd onderwijs met volledig leerplan of alternerend.

Elke openstelling van een optie in het gewoon kwalificerend onderwijs wordt gemotiveerd door de onderwijsrichting en onderzocht door de betrokken zoneraad, het betrokken overlegcomité of de algemene raad al naar gelang het een optie, een voorbehouden optie of een strikt voorbehouden optie betreft enerzijds onder verwijzing naar de criteria omschreven in de artikelen 24 en 25 van het besluit van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan en anderzijds op grond van de gemeenschappelijke thematische lijst bedoeld in artikel 11.

Wanneer een onderwijsinrichting voorstelt om een optie te openen die niet in de gemeenschappelijke thematische lijst van een betrokken regio-instantie opgenomen is, legt zij daar verantwoording voor af ten overstaan van de zoneraad, het overlegcomité of de algemene raad al naar gelang door aan te tonen dat de openstelling van die optie ertoe strekt een zevende jaar in te voeren dat een bestaand leertraject aanvult in die inrichting.

Indien de openstelling van de optie niet kadert in de gemeenschappelijke thematische lijst van de regio-instantie of niet tot de invoering van een zevende jaar leidt om een leertraject aan te vullen in die onderwijsinrichting, worden striktere oprichtingsvoorwaarden opgelegd op het vlak van na te leven normen, om de openstelling van opties te begunstigen die beter inspelen op de sociaal-economische behoeften vastgesteld in de KOVA-regio.

De Regering van de Franse Gemeenschap neemt de bepalingen aan met het oog op de aanpassing van de oprichtingsvoorwaarden en -normen al naar gelang ze al dan niet voldoen aan de gemeenschappelijke thematische lijsten opgesteld door de regio-instanties.

De regio-instanties worden door de zoneraden van de betrokken regio systematisch ingelicht over de opengestelde opties en de hen opgelegde normen en voorwaarden.

De regio-instanties worden eveneens systematisch door de algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs ingelicht over de opties en vormingen die in het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 en vorm 4 worden opengesteld in de betrokken KOVA-regio;

- 2° de openstelling van nieuwe vormen bij FOREm en Bruxelles Formation :

Elke openstelling van een nieuwe kwalificerende vorming door een vormingscentrum of FOREm of door een kenniscentrum, een vormingskern van Bruxelles Formation of een partner met wie Bruxelles Formation een overeenkomst ondertekend heeft, wordt door FOREm of Bruxelles Formation onderzocht voor de Brusselse KOVA-regio op grond van de gemeenschappelijke thematische lijsten bedoeld in artikel 11.

Elke regio-instantie wordt systematisch door FOREm of Bruxelles Formation ingelicht over de opengestelde vorming in bedoelde regio.

Wanneer een vormingscentrum van FOREm of een kenniscentrum, een vormingskern van Bruxelles Formation of een partner met wie Bruxelles Formation een overeenkomst heeft ondertekend, een vormingstraject openstelt dat geen deel uitmaakt van de gemeenschappelijke thematische lijst van de betrokken regio-instantie, wordt daarvoor door FOREm of Bruxelles Formation verantwoording afgelegd ten overstaan van de regio-instantie door de motiveringen uiteen te zetten inzake het inspelen op de vastgestelde behoeften op het vlak van tewerkstelling in de KOVA-regio, die hebben geleid tot de openstelling van bedoelde kwalificerende vorming;

3° de openstelling van alternerende vormen bij IFAPME en SFPME.

Elke openstelling van een nieuwe kwalificerende vorming door een vormingscentrum van IFAPME of SFPME wordt onderzocht door IFAPME of SFPME voor het Brusselse KOVA-regio, op grond van de gemeenschappelijke thematische lijsten bedoeld in artikel 11.

Elke regio-instantie wordt systematisch door IFAPME of SFPME ingelicht over de opengestelde vormen in bedoelde regio.

Wanneer een vormingscentrum van IFAPME of SFPME voorstelt om een vormingstraject te openen die niet in de gemeenschappelijke thematische lijst van een betrokken regio-instantie opgenomen is, leggen zij daar verantwoording voor af ten overstaan van de regio-instantie, door de motiveringen uiteen te zetten inzake het inspelen op de vastgestelde behoeften op het vlak van tewerkstelling in de KOVA-regio, die leidden tot de openstelling van bedoelde kwalificerende vorming.

Wanneer een vormingscentrum van IFAPME of SFPME voorstelt om een vormingstraject te openen die resulteert in het toekennen van een getuigschrift dat reeds bestaat in het getuigschriftenaanbod verstrekt door het verplichte onderwijs of het onderwijs voor sociale promotie zonder dat het opgenomen is op de gemeenschappelijke thematische lijst van elke betrokken regio-instantie, winnen IFAPME of SFPME het advies van betrokken instantie in. Als het betrokken vormingstraject wordt opengesteld ondanks het negatieve advies van de regio-instantie, lichten IFAPME of SFPME de Ministers belast met beroepsvorming, verplicht onderwijs en onderwijs voor sociale promotie daarover in en leggen zij daarvoor verantwoording af;

4° de openstelling van nieuwe afdelingen van het secundair onderwijs door een onderwijsinrichting voor sociale promotie.

Elke openstelling van een afdeling door een inrichting voor sociale promotie wordt gemotiveerd door de inrichting en onderzocht door de subregionale Commissie, op basis van de gemeenschappelijke thematische lijsten bedoeld in artikel 11.

Wanneer een inrichting voor sociale promotie de openstelling voorstelt van een afdeling van het secundair onderwijs die niet opgenomen is in de gemeenschappelijke thematische lijst van elke regio-instantie, buiten de ondertekening van een vormingsovereenkomst om, zoals omschreven in artikel 114 van het decreet van 16 april 1991 tot inrichting van het onderwijs voor sociale promotie, wordt daar verantwoording voor afgelegd voor de subregionale commissie door aan te tonen dat de openstelling van die afdeling inspeelt op een specifieke vraag van een openbare of privé-onderneming, een groep ondernemingen of een beroepssector. De subregionale commissie brengt binnen de twee maanden advies uit over de al dan niet gepastheid van deze bedoelde openstelling.

De adviesaanvraag aan de subregionale commissie, het advies van laatstgenoemde en de elementen die dat advies verantwoord worden bij het openstellingsdocument gevoegd, door de inrichting via haar net aan het bestuur gericht.

Elke regio-instantie wordt systematisch door de subregionale commissie van de betrokken regio ingelicht over de opengestelde afdelingen van het secundair onderwijs, ook onder overeenkomst, en over de motiveringen die tot de openstelling van die afdeling hebben geleid.

§ 2. De onderwijsoperatoren, w.o. CEFA, de vormings- en inschakelingsoperatoren bedoeld in dit artikel kunnen op eigen initiatief aan de betrokken regio-instantie voorstellen voorleggen tot aanpassing van de gemeenschappelijke thematische lijst bedoeld in artikel 11 aan de sociaal-economische behoeften van de KOVA-regio.

Insgelijks licht de regio-instantie de betrokken operatoren in wanneer zij te maken heeft met een nieuwe behoefte die leidt tot de openstelling van een nieuwe optie, vorming, afdeling of traject.

De opties, afdelingen, vormen of trajecten die werden opengesteld voor ondertekening van dit samenwerkingsakkoord worden door de bepalingen van dit artikel niet aangetast.

Artikel 14

Uitwisselingen en samenwerkingen kunnen worden uitgevoerd door elke regio-instantie en de academische pool op wiens grondgebied ze zich bevindt, evenals tussen de vergadering van de regio-instanties bedoeld in artikel 8 en ARES.

De analytische en prospectieve verslagen bedoeld in artikel 10, evenals de gemeenschappelijke thematische lijst voor beroepstrajecten bedoeld in artikel 11 worden door elke regio-instantie ter informatie overgemaakt aan de academische pool op wiens grondgebied ze zich bevindt, en aan ARES.

Een inrichting voor hoger onderwijs, een academische pool of ARES kunnen het advies inwinnen van een regio-instantie over elk vraagstuk in verband met de sociaal-economische ontwikkeling van de betrokken KOVA-regio, met de behoeften aan tewerkstelling en inzake het vormings- en onderwijsaanbod in die regio.

Elke regio-instantie wordt systematisch door de academische pool op wiens grondgebied ze zich bevindt, ingelicht over de door de inrichtingen voor hoger onderwijs opengestelde vormen in bedoelde regio.

Artikel 15

De analytische en prospectieve verslagen bedoeld in artikel 10, evenals de gemeenschappelijke thematische lijst voor beroepstrajecten bedoeld in artikel 11 worden door elke regio-instantie ter informatie overgemaakt aan de Interfederatie van EFT en OISP en FEBISP voor de Brusselse regio-instantie.

De Interfederatie van EFT en OISP en FEBISP kunnen het advies inwinnen van een regio-instantie over elk vraagstuk in verband met de sociaal-economische ontwikkeling van de betrokken KOVA-regio, met de behoeften aan tewerkstelling en inzake het vormings- en onderwijsaanbod in die regio.

Elke regio-instantie wordt systematisch door EFT en/of OISP ingelicht over de opengestelde vormen in bedoelde regio.

Artikel 16

§ 1. De kamers « tewerkstelling en vorming » zoals bedoeld bij artikel 6, § 2, 1°, hebben als opdracht, adviezen, aanbevelingen of voorstellen te formuleren met betrekking tot de tewerkstelling en de vorming in plaats van de CSEF wanneer dat in decreetsbepalingen wordt bepaald, met name het decreet van 6 juni 1999 betreffende de Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en tewerkstelling en het decreet betreffende inschakeling in het maatschappelijk en beroepsleven.

Daarvoor krijgen ze de menselijke en materiële middelen van de regio-instantie en de gezamenlijke analyses bedoeld in artikel 10. De beslissingen van die kamers blijven uitsluitend onder de reglementaire bepalingen terzake vallen.

Elke « subregionale » kamer « voor tewerkstelling en vorming » maakt haar adviezen, aanbevelingen en voorstellen aan de regio-instantie over.

Elke regio-instantie kan van de « subregionale » kamer « voor tewerkstelling en vorming » specifieke adviezen vragen voor beroepsvorming en tewerkstelling.

§ 2. De kamers « onderwijs » zoals bedoeld in artikel 6, § 2, 2°, en § 3 baseren hun werk en hun beslissingen op de analyses bedoeld in artikel 10 en op de gemeenschappelijke thematische lijst van de beroepstrajecten bedoeld in artikel 11.

Overeenkomstig het decreet van 30 april 2009 blijven de beslissingen van die kamers uitsluitend onder de instemming van de Regering van Franse Gemeenschap vallen. Die beslissingen worden aan de betrokken regio-instantie overgemaakt.

Elke regio-instantie kan van de kamer « onderwijs » specifieke adviezen vragen voor het secundair technisch en beroepsoponderwijs.

§ 3. In het kader van de opdrachten van de "subregionale" kamers voor "tewerkstelling en vorming" zoals bepaald in de vigerende decreetgevende of reglementaire bepalingen kunnen de respectievelijke administraties richtlijnen of methodologische aanwijzingen verstrekken.

§ 4. Elke nieuwe opdracht die toevertrouwd zou worden aan de "subregionale" kamers voor "tewerkstelling en vorming" en "onderwijs" vormen vooraf aanleiding voor overleg met de vergadering van de regio-instanties bedoeld in artikel 8.

Artikel 17

De gemeenschappelijke thematische lijsten voor de beroepstrajecten bedoeld in artikel 11 worden ter beschikking gesteld van :

- 1° SFMQ, die met name op genoemde lijsten steunt om de lijst der beroepen vast te leggen die aan de werkzaamheden worden onderworpen van zijn kamer van beroepen en zijn kamer onderwijs - vorming;
- 2° het consortium validering der vaardigheden, die met name op genoemde lijsten steunt om zijn beleidsnota vast te leggen en zijn werkzaamheden te programmeren;
- 3° de commissie operationele opvolging van de selectie van de centra voor geavanceerde technologieën en de verzoeken om uitrustingen van de inrichtingen voor kwalificerend onderwijs in het kader van het uitrustingsfonds, die met name op genoemde lijsten steunt om de selectie te verrichten van de CTA-projecten en uitrustingen en inrichtingen van laatstgenoemden, en de selectie te verrichten van de verzoeken om uitrustingen van de inrichtingen voor kwalificerend onderwijs.

Artikel 18

§ 1. Om de ontwikkeling van gekruist beleid inzake kwalificerend onderwijs, beroepsvormingen, tewerkstelling en inschakeling op plaatselijk niveau te begunstigen, vormt elke regio-instantie in eigen kring samenwerkingspolen.

Een samenwerkingspool wordt verplicht gevormd rondom een activiteitensector, een beroepsketen of een beroep geïdentificeerd door de regio-instantie, overeenkomstig de bepalingen waarvan sprake in artikel 11.

De regio-instantie bepaalt hoeveel en welke samenwerkingspolen ze opricht, in functie van de activiteitensectoren, de beroepsketens en de beroepen die ze heeft geïdentificeerd.

Ze wijst de leden van elke door haar opgerichte samenwerkingspool aan. Een samenwerkingspool moet evenwel verplicht bestaan uit de vertegenwoordigers van plaatselijke ondernemingen en/of economische ontwikkelingscommunales en/of plaatselijke sociale partners, plaatselijke tewerkstellingsoperatoren en/of beroepsvormingsactoren en/of inschakelingsoperatoren en operatoren uit het kwalificerend onderwijs (secundair onderwijs en/of sociale promotie), gelegen in de KOVA-regio en bevoegd in bedoelde activiteitensector, beroepsketen of beroep.

Een samenwerkingspool vergadert regelmatig en volgens de modaliteiten waarvoor overlegd is met de regio-instantie. Er wordt via consensus beslist. De samenwerkingspolen delen de getroffen beslissingen en de oriëntaties mee aan de betrokken regio-instantie.

Hij wordt opgericht voor een duur beperkt tot hoogstens drie jaar, hernieuwbaar na beoordeling van de werking ervan door de regio-instantie.

§ 2. De opdracht van de samenwerkingspolen bestaat erin, zich in te zetten voor het creëren van projecten waarbij de belangrijkste krachten van een dragende sector in een bepaalde KOVA-regio betrokken worden om de verbetering van de plaatselijke regelingen inzake kwalificerend onderwijs, vorming en inschakeling in die sector mogelijk te maken.

De samenwerkingspolen kunnen er ook toe opgeroepen worden gelegenheidsadviezen uit te brengen over de subregionale sociaal-economische impact van de projecten voorgelegd aan de advies- en beslissingsinstanties van de competitiviteitspolen en andere bestaande instanties en financieringsmechanismen, op eigen initiatief dan wel op verzoek van die instanties.

Om de ontwikkeling van een project te analyseren, te laten groeien en te begeleiden, komt de samenwerkingspool in aanmerking voor materiële en menselijke ondersteuning van de regio-instantie.

Om de ondersteuning van de betrokken regio-instantie te verkrijgen, wordt elk project door de bevoegde samenwerkingspool ter instemming van laatstgenoemde voorgelegd.

§ 3. Een project moet verplicht de ontwikkeling van acties beogen, ter aanvulling, innovatie of oprichting, die kaderen in de beroepsketen of in het beroep waarrond de samenwerkingspool gebouwd is en tot ontwikkeling van één of verschillende specifieke aspecten, zoals met name :

- de uitvoering van eengemaakte curricula ter valorisering van de formeel, informeel en niet-formeel opgedane kennis en ter opneming in het kader van het levenslang leren;
- het gemeenschappelijk beheer van stageplaatsen of alternerende stageplaatsen;

- het delen van infrastructures of uitrustingen tussen verschillende operatoren;
- de ontwikkeling en het gemeenschappelijk beheer van informatie- of sensibiliseringscampagnes voor de activiteitensector, de beroepsketen of het beroep in kwestie ;
- de ontwikkeling en het gemeenschappelijk beheer van acties in verband met het aanleren van talen in het kwalificerend onderwijs;
- de ontwikkeling en het gemeenschappelijk beheer van acties in verband met de bestrijding van schooluitval en niet-kwalificaties;
- de ontwikkeling en het gemeenschappelijk beheer van acties in verband met de voortgezette opleiding van de lesgevers en vormers in het kwalificerend onderwijs;
- de betrekkingen tussen ondernemingen en operatoren uit het kwalificerend onderwijs en de vorming.

Het publiek beoogd bij het project bestaat hoofdzakelijk uit de leerlingen van de 2^e, de 3^e en de 4^e graad van het secundair technisch en beroepsonderwijs, met volledig leerplan en alternerend, en van het gespecialiseerd onderwijs, de studerende van het onderwijs voor sociale promotie, de ingeschrevenen van IFAPME of SFPME, de werkzoekende ingeschreven bij de overheden bevoegd voor tewerkstelling, zonder restrictie.

Het project moet eveneens hetvolgende bevorderen :

- 1° de samenwerkingen en de complementariteit tussen de verschillende betrokken actoren in de regio; en/of
- 2° de inrichting van trajecten om de continuïteit van de kwalificatietrajecten van de toekomstige werknemers te garanderen.

Daarnaast wordt door de regio-instantie voorrang verleend aan de projecten berustend op :

- 1° de associatie van verschillende en complementaire partners die een trajectaflegging mogelijk maken (bijvoorbeeld « onderwijs/vorming-stage-inschakeling-tewerkstelling »);
- 2° de oprichting van nieuwe samenwerkingsverbanden die de inrichting van nieuwe trajecten mogelijk maken (met name voor de opkomende beroepen);
- 3° de associaties die gebouwd zijn rond reeds bestaande beleidspunten en instrumenten zoals sectorovereenkomsten, de validering van de vaardigheden, de SFMQ, de kennis-of referentiecentra en de CTA.

§4. Er kunnen eveneens meerdere samenwerkingspolen verenigd worden in één enkele regio, gebouwd op projecten tot ontwikkeling van een specifiek aspect zoals op overkoepelende wijze omschreven in § 3 voor de verschillende betrokken activiteitensectoren, beroepstrajecten en beroepen.

Er kunnen eveneens samenwerkingspolen van verschillende KOVA-regio's samenwerken om gezamenlijke projecten tot stand te brengen op de grondgebieden van de verschillende betrokken KOVA-regio's. In dat geval wordt het project aan elke betrokken regio-instantie voorgelegd.

§5. Overeenkomstig de regelingen bepaald in artikel 8 wordt een overlegplatform waarin vertegenwoordigers, aangewezen door de regio-instanties Hainaut Sud en Namen, zitting hebben, belast met het aanzetten tot samenwerkingen tussen samenwerkingspolen en tot het creëren van gezamenlijke projecten met het oog op continuïteit en de ontwikkeling en een eengemaakt aanbod inzake socio-professionele inschakeling, beroepsvorming en kwalificerend onderwijs in de gemeenten gelegen op de grens van beide regio's (namelijk : de gemeenten Beaumont, Cerfontaine, Chimay, Couvin, Doische, Florennes, Froidchapelle, Momignies, Philippeville, Sivry-Rance, Viroinval en Walcourt).

De leden van de betrokken gemeenten en de intercommunales voor de economische ontwikkeling actief in de KOVA-regio's van Namen en Henegouwen Zuid worden er met raadgevende stem voor uitgenodigd.

§ 6. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten worden de projecten gefinancierd in het kader van de bestaande selectieprocedures et de daartoe voorziene begrotingsmiddelen van de Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Artikel 19

De ondertekenaars kunnen via een aanhangsel bij dit samenwerkingsakkoord de regio-instanties elke andere opdracht opleggen die ze nuttig zouden achten in het gekruist beleid inzake kwalificerend onderwijs, vorming en inschakeling.

Om de uitvoering en de opvolging van een aldus aan de regio-instanties opgelegde nieuwe opdracht mogelijk te maken, kunnen de ondertekenaars bij elke regio-instantie beslissen tot de oprichting van één of meerdere bijkomende kamers waarvan zij de samenstelling, de opdrachten en de werking bepalen.

Die kamers krijgen de menselijke en materiële middelen van elke betrokken regio-instantie, evenals de analyses, gegevens en statistieken ervan.

Artikel 20

Elke regio-instantie stelt op grond van een modeldocument vastgelegd door de Regeringen en het College een jaarverslag op waarin een overzicht wordt gegeven van de gezamenlijke aldus uitgevoerde acties en projecten, evenals van de globale evolutie in het afgelopen jaar, van het aanbod inzake vorming en kwalificerend onderwijs in de KOVA-regiod. Deze verslagen worden door de vergadering van de regio-instanties, zoals bedoeld in artikel 8, gebundeld en besproken in een jaarlijks activiteitenverslag.

Dat activiteitenverslag wordt door de vergadering van de regio-instanties jaarlijks uiterlijk in de loop van de maand maart naar de Regeringen en het College, naar de sociaal-economische raad van het Waalse Gewest en die van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, evenals naar de sturingscommissie van het onderwijsstelsel, doorgezonden, tegelijk met de analytische en prospectieve verslagen bedoeld in artikel 10. Voor de KOVA-regio Brussel wordt dat verslag eveneens jaarlijks voorgelegd aan CBCES uitgebreid met gemeenschapsbevoegdheden.

§2 De regeling wordt aan een globale beoordeling onderworpen, uiterlijk twee jaar na invoering ervan, door de Regeringen en het College, op grond van de activiteitenverslagen en de adviezen en aanbevelingen van de sociaal-economische raad van het Waalse Gewest, de sociaal-economische raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de sturingscommissie van het onderwijsstelsel.

Die beoordeling heeft betrekking op de werking van de regio-instanties, de kwaliteit van de in het kader van de samenwerkingspolen uitgevoerde projecten en de globale beoordeling van het aanbod inzake beroepsvorming en kwalificerend onderwijs in verband met de sociaal-economische behoeften, vastgesteld in de verschillende KOVA-regio's.

Artikel 21

De werkingsmiddelen en het personeel, ter beschikking gesteld van CSEF door het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap, en die ter beschikking gesteld van CCFEE door Bruxelles Formation voor de Franse Gemeenschapscommissie en door de Franse Gemeenschap worden behouden en aangewend voor de regio-instanties met het oog op de uitvoering van de opdrachten bedoeld in dit samenwerkingsakkoord.

De in de regio-instanties gedetacheerde personeelsleden blijven niettemin onder het administratieve gezag van hun werkgever vallen. Daardoor behouden ze dezelfde rechten en verplichtingen en zijn ze onderworpen aan dezelfde regels en procedures als welke, die gelden bij hun respectievelijke werkgever, namelijk FOREm voor de regio-instanties gelegen in het Waalse Gewest of Bruxelles Formation voor de Brusselse regio-instantie, of de Franse Gemeenschap.

De regio-instanties vallen, vanuit een administratief en organisationeel oogpunt, onder FOREm voor de instanties gelegen in Wallonië en Bruxelles Formation voor de instantie gelegen in het Brussels Gewest.

De algemene vragen in verband met de organisatie van de regio-instanties maken het voorwerp van een overleg uit tussen FOREm of Bruxelles Formation en de vergadering van de regio-instanties zoals bedoeld in artikel 8.

In het kader van de globale beoordeling zoals bedoeld in artikel 20, gaan de Regeringen en het College gaan na in welke mate de werkingsmiddelen en het personeel ter beschikking gesteld zijn van de regio-instanties en of dit voldoende is voor de opdrachten die ze krijgen.

In voorkomend geval kunnen op grond van die beoordeling en in functie van de beschikbare begrotingsmarges aanvullende middelen toegekend worden aan de regio-instanties om de uitvoering te waarborgen van de opdrachten die hen bij dit samenwerkingsakkoord zijn toevertrouwd, evenals van de opdrachten vallend onder de "subregionale"; kamers "tewerkstelling en vorming" en de kamers "onderwijs" zoals omschreven in artikel 16.

Insgelijks gaat de bijzondere aandacht van de Regeringen en het College in het kader van die beoordeling uit naar de werking van de regio-instanties en naar hun onderlinge administratieve en organisatorische band en FOREm enerzijds en Bruxelles-Formation anderzijds.

HOOFDSTUK V.

Slotbepaling

Artikel 22

Indien zulks nodig blijkt voor de uitvoering, de toepassing of de samenhang van dit decreet, is de Waalse Regering ertoe gemachtigd in de vigerende decretale of reglementaire bepalingen de woorden "subregionaal comité voor tewerkstelling en vorming" te vervangen door de woorden "regio-instantie" of "kamer 'tewerkstelling-vorming'"; in functie van de bevoegdheden die dit samenwerkingsakkoord toekent.

De Waalse Regering is daarnaast gemachtigd om de verwijzingen naar de woorden "subregionaal comité voor tewerkstelling en vorming" op te heffen in de geldende decreet- of regelgevende bepalingen indien dat nodig blijkt voor de uitvoering of de samenhang van dit samenwerkingsakkoord.

Indien zulks nodig blijkt voor de uitvoering, de toepassing of de samenhang van dit decreet, is het College van de Franse Gemeenschapscommissie ertoe gemachtigd in de vigerende decretale of reglementaire bepalingen de woorden "subregionaal comité voor tewerkstelling en vorming" te vervangen door het woord "regio-instantie".

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie is daarnaast gemachtigd om de verwijzingen naar de woorden "adviesverlenende commissie tewerkstelling vorming onderwijs" op te heffen in de geldende decreet- of regelgevende bepalingen indien dat nodig blijkt voor de uitvoering of de samenhang van dit samenwerkingsakkoord.

Artikel 23

Dit samenwerkingsakkoord wordt gesloten voor een onbepaalde tijd.

Elke ondertekenende partij kan te allen tijde via een schriftelijke kennisgeving aan de andere partijen dit samenwerkingsakkoord opzeggen. Deze opzegging gaat in zes maanden na kennisgeving.

Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking tien dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de tekst van instemming van de laatste ondertekende partij.

Brussel, 20 maart 2014.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Beroepsvorming,
A. ANTOINE

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister voor Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van het Verplicht Onderwijs en van het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

Brussel , 24 april 2014

De Minister-President,
Ch. DOULKERIDIS

De Minister van Vorming van de Middenstand,
Mevr. C. FREMAULT

De Minister van Beroepsvorming,
R. MADRANE